

Des sujets de préoccupation à l'international

C'est maintenant qu'il faut renforcer le soutien à la résistance palestinienne!

La complicité du Canada avec le génocide américano-sioniste et la définition du Hamas comme organisation terroriste

– Pauline Easton –

- **Rendre l'Iran responsable de la montée des tensions au Moyen-Orient**
- **Les États-Unis confirment que les crimes de guerre commis par Israël au Liban font partie de leur stratégie**

L'élection présidentielle aux États-Unis

- **Une rhétorique désespérée sur la transition pacifique du pouvoir**
– Kathleen Chandler –
- **De vaines tentatives pour préserver l'Union lorsque l'anarchie est érigée en autorité**
– Voice of Revolution –
 - **Les divisions dans la bureaucratie militaire et civile continuent de s'accroître**

Canada fauteur de guerre dans la région de l'Asie-Pacifique

- **Une participation accrue aux préparatifs de guerre**
– Philip Fernandez –
- **Des ouvertures pour rejoindre le bloc militaire Australie-Royaume-Uni-États-Unis**

La guerre par procuration des États-Unis/OTAN en Ukraine

- **Dangereuses provocations des États-Unis/OTAN contre la Russie**
– Nick Lin –

1er octobre : Assermentation de la première femme présidente du Mexique

- **Une journée historique dans la vie du peuple mexicain**
– Claude Brunelle –

**Les répercussions génocidaires du blocus des États-Unis
contre le peuple cubain**

- **La plus récente mise à jour des dommages causés par le blocus
illégal des États-Unis**

L'ingérence étrangère visant à déstabiliser le Venezuela

- **Des actions méprisables des États-Unis et du Canada
pour fomenter la contre-révolution**
– *Margaret Villamizar* –

Occupation militaire étrangère d'Haïti pour une « transition démocratique »

- **Échec des États-Unis à obtenir la bénédiction de l'ONU pour une
opération de maintien de la paix**
– *Christine Dandenault* –

Le «Fonds national» de la Grande-Bretagne

- **Le programme économique anti-travailleurs du gouvernement
travaille pour payer les riches**
– *Hilary LeBlanc* –

La lutte pour le pouvoir de décider en Inde

- **Les fermiers continuent de faire valoir leurs revendications**
– *J. Singh* –

Le militarisme japonais avance sur une voie dangereuse

- **Le premier ministre se déshonore et déshonore son gouvernement
et son pays**

Vol des richesses de la mine de Mingomba en Zambie

- **L'exploitation impérialiste de l'Afrique se poursuit sans relâche**
– *K.C. Adams* –

C'est maintenant qu'il faut renforcer le soutien à la résistance palestinienne!

**La complicité du Canada avec le génocide
américano-sioniste et la définition du Hamas
comme organisation terroriste**

– *Pauline Easton* –

La complicité du Canada avec le génocide américano-sioniste n'a pas commencé l'année dernière avec le déclenchement de l'opération Déluge d'Al-Aqsa de la Résistance palestinienne. Le Canada a été un membre inconditionnel de l'offensive anticomuniste anglo-américaine de la guerre froide

qui a donné naissance à l'État d'Israël. L'objectif était de servir la domination américaine après la Deuxième Guerre mondiale contre la lutte des peuples du monde pour la paix, la liberté et la démocratie.



Sur la colline du Parlement à Ottawa le 5 octobre 2024 pour marquer un an de résistance au génocide à Gaza

Depuis, le Canada a joué un rôle honteux en soutenant de façon inconditionnelle l'alliance militaire agressive des États-Unis, l'OTAN, ainsi que les crimes israéliens. Jamais il ne soulève qu'en créant un État d'apartheid, Israël viole sa résolution fondatrice. Israël a violé les principes de l'état de droit international et toutes les résolutions de l'ONU qui condamnent ses actions et l'invitent à respecter ces résolutions.

En décembre 2023, lorsque l'Afrique du Sud a déposé une requête introductive d'instance contre Israël devant la Cour internationale de justice (CIJ) au motif qu'Israël violait la Convention des Nations unies sur le génocide et a demandé des mesures d'urgence pour mettre fin au génocide, le Canada ne s'est pas non plus conformé à cette requête alors qu'en tant que signataire de ladite convention, il a le devoir de le faire.



Le Canada a réagi le 12 janvier dans une déclaration de la ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly : « Le Canada continue de condamner fermement et sans équivoque l'attaque terroriste du Hamas contre Israël. Le Hamas est une entité terroriste répertoriée qui continue d'appeler explicitement à l'élimination des Juifs et à la destruction de l'État d'Israël. Israël a le droit d'exister et de se défendre contre les attaques terroristes conformément au droit international. »

L'imposture est évidente. Lorsque le Canada affirme que « le Hamas est une entité terroriste répertoriée », il donne l'impression que le monde entier condamne le Hamas. En réalité, ils sont très peu nombreux les pays qui ont inscrit le Hamas sur la liste des organisations terroristes : cela se limite aux États-Unis et à leurs alliés qui composent le G-7, l'alliance d'espionnage appelée « Groupe des sept » et l'OTAN et quelques autres pays qui ont été victimes des « révolutions de

couleur » instiguée par les États-Unis. Sur cette liste figurent les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et, bien sûr, Israël. L'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, l'Union européenne, l'Organisation des États américains et le Paraguay y figurent également. C'est tout ! Certains pays s'y ajoutent à l'occasion là où les États-Unis parviennent à imposer des régimes qui passent sous leur contrôle, comme dans le cas de l'Argentine qui a désigné le Hamas comme organisation terroriste lors de l'arrivée au pouvoir du président réactionnaire Javier Milei en décembre 2023.



Les États-Unis ont été le premier, et le seul pays, à désigner le Hamas comme organisation terroriste étrangère (OTE) en 1997. Le Canada a inscrit le Hamas sur la liste des entités terroristes en vertu du *Code criminel* en novembre 2002, après que les États-Unis ont déclenché leur « guerre contre la terreur » en 2001. Selon le *Code criminel*, le fait de participer ou de contribuer sciemment à toute activité du Hamas constitue une infraction pénale.

Le Canada a également inscrit le Jihad islamique palestinien, le Hezbollah, les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa et d'autres groupes sur la liste des organisations terroristes en vertu de la loi canadienne, ce qui, selon Mme Joly, est conforme à la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations unies.

Citer la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations unies relève également de l'imposture. Cette résolution, adoptée à l'unanimité le 28 septembre 2001, est une mesure antiterroriste adoptée à la suite des attentats terroristes du 11 septembre aux États-Unis. Elle ne cite aucune organisation, mais oblige notamment les États à criminaliser le financement du terrorisme et à prendre des mesures juridiques ou administratives pour geler les fonds et les avoirs des acteurs terroristes, à réprimer le recrutement par des groupes terroristes, à mettre fin à l'approvisionnement en armes des terroristes et à refuser de donner refuge aux terroristes[1].

La résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations unies ne cite nulle part le Hamas comme organisation terroriste. On pourrait tout aussi bien classer le Canada parmi les États terroristes pour son soutien à la terreur de l'État israélien contre le peuple palestinien, qui s'inscrit également dans un génocide. Car telle est la définition du terrorisme à laquelle adhère le Canada en vertu de sa *Loi antiterroriste*, entrée en vigueur en 2001, qui reprend mot pour mot la définition américaine/sioniste du terrorisme.

La *Loi antiterroriste* (2001) a modifié le *Code criminel* pour y inscrire de nouvelles infractions de terrorisme et donner à la police et aux services de renseignement de nouveaux pouvoirs pour obtenir des mandats de perquisition électroniques, tenir des audiences d'investigation et imposer des engagements assortis de conditions.

La définition du terrorisme introduite par cette loi pose deux problèmes majeurs. Premièrement, au lieu d'utiliser strictement la définition contenue dans plusieurs conventions internationales (qui souligne que le ciblage des civils est l'essence même du terrorisme), la loi canadienne élargit la définition de l'« activité terroriste » pour signifier « une action ou une omission commise [...] au nom d'un but de nature politique, religieuse ou idéologique », laissant ainsi le gouvernement libre de définir un acte comme « terroriste » en fonction de ses propres intérêts politiques partisans plutôt qu'en fonction des principes d'humanité.

Deuxièmement, la définition de l'« activité terroriste » dans la loi canadienne abolit la notion de terrorisme d'État, laissant le gouvernement libre d'approuver les pires atrocités contre une population donnée, comme le génocide en cours en Palestine. La Loi stipule que « l'activité terroriste » n'inclut pas une action ou omission commise « au cours d'un conflit armé et conforme [dont] les activités menées par les forces armées d'un État dans l'exercice de leurs fonctions officielles ». Le gouvernement du Canada est donc libre de soutenir en toute impunité l'agression militaire de n'importe quel État, qu'elle soit ou non conforme aux principes d'humanité.

Cette définition relève de la désinformation et sert à soutenir la falsification historique qu'Israël, une puissance occupante qui a violé même sa résolution fondatrice, a le droit de se défendre, alors que ceux qui résistent à l'occupation sont des terroristes.

En 2018, à l'exception des pays soumis au diktat des États-Unis, les Nations unies ont refusé de désigner le Hamas comme une organisation terroriste, rejetant une motion à cet effet. Ce n'est pas tout à fait la voix internationale « unifiée » dont se revendiquent Mélanie Joly et ses collègues au gouvernement canadien.

Le 12 janvier, Affaires mondiales Canada a publié une déclaration pour justifier le non-respect par le Canada des décisions de la CIJ. La déclaration disait : « Le soutien indéfectible du Canada au droit international et à la Cour internationale de justice ne signifie pas que nous acceptons les prémisses de l'affaire portée devant la Cour par l'Afrique du Sud. [...] En vertu de la convention des Nations unies sur le génocide de 1948, le crime de génocide requiert l'intention de détruire ou de détruire partiellement un groupe en raison de sa nationalité, de son appartenance ethnique, de sa race ou de sa religion. Pour atteindre ce seuil élevé, il faut des preuves irréfutables. »

La définition de « preuves » du Canada n'est manifestement pas celle de la CIJ et de la majorité des États membres de l'ONU, ni celle de l'ONU elle-même.

Le Canada s'est ensuite abstenu lors du vote de l'Assemblée générale de l'ONU, le 18 septembre, réaffirmant l'avis consultatif de la CIJ du 19 juillet exigeant la fin de la présence illégale d'Israël en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est au cours de l'année à venir. La position du Canada était la suivante : « Le Canada ne peut soutenir une résolution dans laquelle une partie, Israël, est tenue pour seule responsable du conflit. Le Canada soutient le droit d'Israël à vivre en paix avec ses voisins à l'intérieur de frontières sûres et reconnaît le droit d'Israël à assurer sa propre sécurité. La résolution ne mentionne pas la nécessité de mettre fin au terrorisme, alors qu'Israël a des préoccupations sérieuses et légitimes en matière de sécurité. Le Canada continue de soutenir le droit d'Israël à se défendre contre le terrorisme. »

Le Canada s'est opposé à d'autres résolutions de l'ONU en faveur des Palestiniens. Par exemple, le 7 décembre 2023, le Canada a été l'un des sept pays à voter contre la résolution de l'ONU intitulée : « Les colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé », qui a été adoptée à une écrasante majorité. La résolution « réaffirme que les implantations israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé sont illégales et constituent un obstacle à la paix et au



développement économique et social » et « exige une fois de plus l'arrêt immédiat et complet de toutes les activités de peuplement israéliennes dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé ». En ce qui concerne la résolution présentée le 19 décembre 2023 et intitulée : « Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles », adoptée par une écrasante majorité des pays membres, le Canada a été l'un des six pays à voter contre.

Bien que le Canada se soit engagé, en 2020, à verser 90 millions de dollars à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), il n'a pas hésité à emboîter le pas aux États-Unis et à d'autres pays qui ont décidé d'interrompre le financement de l'organisation en janvier dernier, sur la base d'allégations jamais prouvées d'Israël selon lesquelles une douzaine d'employés de l'UNRWA auraient participé à l'opération Déluge d'Al-Aqsa. Ce n'est qu'après un tollé général dénonçant cette décision que le Canada a rétabli son financement deux mois plus tard.

Le Canada continue de soutenir militairement le génocide israélien. Au cours de l'année écoulée, il a exporté directement et indirectement vers Israël des armes d'une valeur de 30 millions de dollars.



Le Canada s'est vigoureusement opposé au mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). Pendant ce temps, il ne dit rien des investissements des banques canadiennes (dont la Banque TD, la Banque Scotia et la Banque Royale) et des fonds de pension (dont le Régime de pensions du Canada et le Régime de retraite des enseignants de l'Ontario) dans des entreprises israéliennes et des fabricants d'armes qui profitent de l'occupation et du génocide israéliens. Des agents immobiliers canadiens tels que Keller Williams Realty ont, sous la protection de la police, organisé des événements

au Canada au cours de l'année écoulée pour vendre des terres palestiniennes volées.

Le Canada autorise également les dons illégaux à Israël, qui s'élèvent en moyenne à 250 millions de dollars par an, par l'intermédiaire de quelque 200 « organisations caritatives » sionistes opérant au Canada et qui financent l'armée israélienne et d'autres organisations.

Le gouvernement israélien est autorisé à opérer librement au Canada par l'intermédiaire d'agences telles que le Centre pour les affaires israéliennes et juives (CIJA). Il peut faire pression sur les politiciens canadiens pour qu'ils défendent Israël et traitent d'antisémites et de partisans du terrorisme tous ceux qui s'élèvent contre ses crimes. Cette ingérence étrangère est non seulement autorisée, elle est encouragée.

La désinformation de l'État et des médias

Outre la désinformation de l'État sur ce qui constitue le terrorisme, les principaux médias canadiens jouent également un rôle dans la désinformation du public. Tout en supprimant les voix propalestiniennes, les grands médias nient les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide que l'État sioniste commet à Gaza, en Cisjordanie et maintenant au Liban. Ils le font en répétant inlassablement que le Hamas est une organisation terroriste et qu'il en va de même pour le Hezbollah et l'Iran, entre autres, tandis qu'ils ferment les yeux sur, sinon justifient, les actes de terreur commis par les forces américaines/sionistes.

Ils reprennent également la logique criminelle utilisée par les États-Unis dans leurs guerres de

destruction lors des bombardements de l'OTAN en Yougoslavie, puis en Irak, à savoir qu'il est légitime de tuer des civils lorsque l'objectif est d'éliminer des terroristes ou des infrastructures terroristes.

Les crimes commis par les États-Unis en Irak, et par la suite dans leurs autres opérations, ont été horribles. Le monde entier s'est révolté contre ce qu'il a vu, contre la torture, les opérations secrètes et les assassinats. Aujourd'hui, les peuples du monde entier se concertent pour exiger des comptes des États-Unis et de leurs complices et conciliateurs qui ont déclaré que tout cela « en valait la peine ». Le but de leurs actions terroristes est d'atteindre un objectif que les peuples du monde n'acceptent pas, à savoir garantir l'hégémonie des États-Unis sur les peuples du monde.

L'exposition et l'isolement des États-Unis pour les crimes de génocide qu'ils permettent à Israël de commettre ont atteint un point critique en ce qui concerne leur plan stratégique de domination de tous les pays d'Asie de l'Ouest et d'Afrique du Nord. Les crimes de génocide sont désormais menés avec le soutien ouvert des États-Unis et de ses béni-oui-oui comme le Canada. Cela ne doit pas passer ! Depuis un an que le siège de Gaza a commencé, bien plus que les 42 000 personnes officiellement identifiées ont été tuées et plusieurs dizaines de milliers blessées. Les Canadiens et Canadiennes de tous horizons n'ont pas cessé de s'organiser et de s'affirmer aux côtés du peuple palestinien. Ils s'expriment d'une seule voix leur soutien à la Résistance et se tiennent du côté de l'humanité contre les crimes des États-Unis et d'Israël, confiants que c'est la Résistance et le soutien des peuples du monde qui sont décisifs et que la Palestine sera libre en dépit de la trahison de gouvernements comme celui du Canada.

Note

1. Selon le *Parliamentary Handbook on Security Council Resolution 1373 (2001)* publié par le Bureau de lutte contre le terrorisme de l'ONU :

Obligations des États membres en vertu des résolutions du Conseil de sécurité :

1) En prélude à la mise en oeuvre des résolutions du Conseil de sécurité, il est impératif de se pencher sur leur statut juridique ou, en d'autres termes, sur la question de savoir pourquoi et dans quelle mesure les États membres des Nations unies sont liés par ces résolutions. Il convient de comprendre la nature juridique de la Charte des Nations unies et les pouvoirs confiés au Conseil de sécurité dans ce document.

2) La *Charte des Nations unies* est un traité international qui établit le cadre fondateur des Nations unies. La Charte énonce les principes, les objectifs et les fonctions des principaux organes de l'Organisation. La Charte a été ouverte à la signature le 26 juin 1945 et est entrée en vigueur le 24 octobre de la même année. En tant que traité, la Charte est un instrument de droit international qui lie juridiquement les États parties, qui deviennent par conséquent des États membres des Nations unies.

3) Dans son préambule, la Charte exprime la volonté des États membres d'établir les conditions dans lesquelles le respect des obligations découlant des traités et des autres sources du droit international doit être assumé. Cette volonté s'étend aux obligations découlant de la Charte elle-même. La suprématie de la Charte parmi les traités internationaux est établie par l'article 103 de la Charte, qui affirme qu'en cas de conflit entre les obligations des membres des Nations unies en vertu de la Charte et leurs obligations en vertu de tout autre accord international, leurs obligations en vertu de la Charte prévaudront.

4) Selon la Charte, le Conseil de sécurité est l'un des principaux organes des Nations unies et c'est à lui qu'incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. En vertu de l'article 24 de la Charte, les membres des Nations unies confèrent au Conseil de sécurité cette responsabilité principale et conviennent que, dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil de sécurité agit au nom des membres. L'article 25 de la Charte donne au Conseil de sécurité le pouvoir d'adopter des décisions et affirme que les États membres conviennent d'accepter et d'appliquer ces décisions. Les décisions du Conseil de sécurité sont exprimées dans des résolutions du Conseil de sécurité portant sur des questions dont le Conseil est saisi.

5) Le chapitre VII de la Charte (articles 39 à 51) couvre les actions que le Conseil de sécurité est autorisé à

entreprendre lorsqu'il constate l'existence de menaces contre la paix, de ruptures de la paix ou d'actes d'agression. L'article 39 confère au Conseil de sécurité le pouvoir de faire des recommandations ou de prendre des décisions. Les recommandations et les décisions sont toutes deux exprimées dans le dispositif des résolutions du Conseil de sécurité.

Selon les interprétations juridiques dominantes, seules les décisions du Conseil font l'objet de l'engagement prévu à l'article 25 de la Charte, et elles sont désignées par un dispositif commençant par « décide ».

La violation par un État membre d'une décision du Conseil de sécurité est donc considérée comme une violation des obligations conventionnelles de cet État membre en vertu du droit international. Les décisions du Conseil de sécurité sont contraignantes même pour les États membres qui ne sont pas membres du Conseil de sécurité, et même pour les États membres qui font partie du Conseil mais qui auraient pu voter contre la résolution.

(Avec des informations du gouvernement du Canada, de Labour for Palestine, des Nations unies, de Just Peace Advocates, de Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient)



Rendre l'Iran responsable de la montée des tensions au Moyen-Orient



À la suite des frappes de missiles iraniens sur des cibles en Israël le 1er octobre, la réponse du Canada a été une fois de plus honteuse et en phase avec la stratégie des États-Unis. Cette stratégie consiste à aider l'État sioniste d'Israël à anéantir la résistance à l'occupation à Gaza, même si cela signifie donner le feu vert au génocide de tout un peuple. Elle consiste à soutenir ce que le Canada et d'autres pays appellent la diplomatie pour atteindre l'objectif de maintenir l'hégémonie des États-Unis sur l'ensemble de la région. Leurs appels au cessez-le-feu et au soutien ou au retrait du soutien à l'acheminement de l'aide humanitaire sont soumis à la réalisation de cet objectif américain.

Lorsque l'Iran a lancé des frappes sur des cibles militaires en Israël le 1er octobre, c'était en réponse à la poursuite du génocide contre les Palestiniens, à l'extension de la guerre au Liban et aux assassinats ciblés du chef du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, du commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique, Abbas Nilforoushan, et d'autres dirigeants à Beyrouth le 27 septembre. Il s'agissait également d'une réponse à l'assassinat éhonté du chef du Hamas, Ismaël Haniyeh, à Téhéran en juillet, à propos duquel le Conseil de sécurité des Nations unies n'a rien fait pour arrêter Israël ou son soutien américain.

L'Iran a invoqué l'article 51 du chapitre VII de la *Charte des Nations unies*, intitulé « Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression ».

L'article 51 stipule : « Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par des Membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. »

Le premier ministre du Canada Justin Trudeau, qui n'a rien dit lorsqu'Israël a attaqué la souveraineté de l'Iran en assassinant Ismaël Haniyeh, a déclaré à propos de la riposte iranienne qui visait spécifiquement les services de renseignement et les moyens militaires israéliens : « Nous condamnons sans réserve l'attaque de missiles balistiques lancée par l'Iran contre Israël. Il s'agit d'une nouvelle action de déstabilisation de la part de ce régime terroriste dans la région, qui met en danger les civils et fait courir le risque d'une guerre plus large. »

Le premier ministre a fondé la politique du Canada sur la promotion de définitions intéressées de ce qui constitue un acte terroriste et, sur cette base, sur la défense du prétendu droit d'Israël à la légitime défense, que la Cour internationale de justice (CIJ) ne reconnaît pas dans le cas d'Israël puisqu'il s'agit d'une puissance occupante ayant des responsabilités, à commencer par l'obligation de mettre fin à l'occupation et de reconnaître le droit au retour des Palestiniens.

Ce même premier ministre n'a jamais condamné le génocide du peuple palestinien par Israël, reconnu coupable comme tel par la CIJ qui a rappelé aux États membres qu'il leur incombait de respecter ses décisions. C'est ce même premier ministre qui ne se lasse pas de dire que lui et son gouvernement sont les plus grands défenseurs des droits des femmes, mais reste silencieux lorsque des milliers de femmes et d'enfants sont massacrés dans le génocide américano-sioniste à Gaza au nom d'idéaux supérieurs.

Pour masquer son irresponsabilité, après avoir dit que c'est l'Iran qui est un État terroriste et qui provoque la guerre, Justin Trudeau a feint de s'inquiéter du sort du monde en affirmant que le Canada s'oppose à la propagation de la guerre.

« Nous devons essayer de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter que la guerre ne s'étende, pour protéger les civils et pour acheminer l'aide humanitaire dans la région touchée [...]. En tant que communauté internationale, nous devons continuer à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour appeler à la paix et à la stabilité, ce qui signifie appeler à un cessez-le-feu entre le Hezbollah et Israël, appeler à un cessez-le-feu à Gaza et reprendre le chemin d'une solution à deux États », a dit Justin Trudeau en point de presse.

Il n'y a rien de plus fallacieux et frauduleux, car depuis 76 ans, depuis que le Canada est devenu l'un des premiers pays à reconnaître l'État d'Israël, en 1948, il a permis à l'État sioniste de massacrer des civils palestiniens, de détruire leurs maisons et d'aider à l'implantation de colonies armées sur les terres palestiniennes. Il a financé la construction et l'entretien du « Canada Park » qui se trouve sur les terres de villages palestiniens détruits. Le Canada continue d'envoyer des armes à Israël et d'encourager le commerce avec des entreprises israéliennes de haute technologie, alors que le monde entier voit les régimes américain et sioniste commettre un génocide à Gaza.

Les autres partis cartellisés au Parlement adoptent la même position. Le chef conservateur Pierre Poilievre a écrit sur X : « Horrifié par le dernier assaut de Téhéran contre des civils israéliens innocents avec des barrages de missiles et des attaques terroristes. » Il a ajouté : « Les conservateurs soutiennent le droit d'Israël de se défendre et de vaincre les terroristes. »

Ceci alors que le monde entier voit tous les jours sur leurs écrans de télévision et à travers les médias sociaux qui sont les terroristes, et la fraude et les crimes d'inspiration raciste que les membres de ce qui est devenu le Cartel du Génocide commettent en renversant la vérité, se présentant comme les vrais membres de la civilisation contre les hordes barbares.

Le chef du NPD, Jagmeet Singh, a déclaré : « Ce qui se passe en Israël, le fait qu'ils soient bombardés à la fois par une organisation terroriste comme le Hezbollah et par l'Iran, est profondément préoccupant. [...] Ce que nous avons vu, c'est un mépris total pour les vies innocentes et nous savons que les punitions collectives sont contraires au droit international. L'idée que les vies innocentes ne sont que des dommages collatéraux est fondamentalement erronée et viole le droit international ».

La ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, a reconnu qu'Israël avait juré qu'il y aurait de « graves conséquences » pour l'Iran. Elle a déclaré le 2 octobre que « le rôle du Canada en ce moment, l'objectif du Canada, est de s'assurer qu'il n'y ait pas de guerre à grande échelle au Moyen-Orient, et c'est pourquoi nous continuerons à nous engager sur le plan diplomatique ».

Ce discours sur la diplomatie s'est révélé être un mécanisme et une couverture pour donner aux forces américaines/sionistes une marge de manoeuvre pour mener à bien leur mission génocidaire, tandis que les États-Unis font tout pour garder tous les pays de la région sous leur parapluie sécuritaire et politique. En d'autres termes, cela fait partie de la stratégie des États-Unis de maintenir leur hégémonie sur les États arabes en particulier ainsi que sur d'autres, en les impliquant dans un accord qui contribue à détruire la direction politique, civique et militaire librement choisie par le peuple palestinien pour la création d'un État palestinien. En cherchant à détruire et à déloger le Hezbollah, ils recherchent le même résultat au Liban.

À l'heure actuelle, il est évident que pour éviter une guerre plus étendue, Israël doit quitter Gaza, cesser d'attaquer le Liban, respecter les conditions d'un échange de prisonniers et permettre à la population de bénéficier de toute l'aide humanitaire dont elle a besoin, à commencer par de la nourriture, de l'eau potable, une aide médicale et des lieux sûrs pour vivre dans les conditions hivernales qui s'annoncent. Mais le Canada emboîte le pas aux États-Unis en créant des diversions afin de donner le feu vert aux « graves conséquences » dont Israël menace les peuples de la région.

L'histoire ne pardonnera jamais le Canada pour cette complicité dans de tels crimes contre l'humanité.

Pour sa part, l'ambassadeur du Canada à l'ONU, Bob Rae, reprenant ses absurdités habituelles pour blâmer l'Iran pour les tensions au Moyen-Orient, a déclaré à *CTV News* : « C'est [la Résistance] une opération menée depuis l'Iran. Je le dis depuis longtemps. L'Iran mène la charge et utilise ses mandataires, ses mandataires en Syrie, ses mandataires au Liban et ses mandataires à Gaza. Cela a conduit à l'attaque du Hamas qui, à son tour, a complètement transformé la situation du point de vue de la sécurité. »

Pour dissimuler le refus du Canada de reconnaître le droit du peuple palestinien de décider lui-même, sans ingérence extérieure, de ce que sera un État palestinien, et le fait que l'État d'Israël actuel est un État raciste d'apartheid responsable de crimes indicibles contre le peuple et la population palestiniens à l'intérieur même d'Israël, Bob Rae a noté qu'il n'y a pas de « solution militaire » au conflit et qu'une « solution à deux États » en Palestine est « fondamentale » pour le Canada.

Le Canada ne cesse de répéter qu'il favorise une solution à deux États, mais cela sonne creux dans les conditions de l'apartheid raciste maintenu par l'État d'Israël qui répète sans cesse son intention de ne jamais accepter l'existence d'un État palestinien indépendant. M. Rae a également affirmé qu'il était difficile pour Israël de s'engager dans une désescalade de la situation lorsque les « autres parties ne montrent aucun signe, aucune volonté de désescalade ». En d'autres termes, le génocide

américano-israélien qui vise à éradiquer le peuple palestinien et à créer ce qu'ils appellent le Grand Israël sous leur domination, ne serait pas la cause des problèmes dans la région.

Les Canadiens et les Québécois ont soutenu et continuent de soutenir le peuple palestinien dans sa juste cause. Les centaines d'actions menées au cours de l'année écoulée, au mépris de leur criminalisation par l'État, les politiciens et les médias, témoignent de ce que les Canadiens et les Québécois défendent. Ils continueront de le faire jusqu'à la libération de la Palestine.

(Avec des informations de Hill Times, CBC et CTV News)



Les États-Unis confirment que les crimes de guerre commis par Israël au Liban font partie de leur stratégie

Les propos tenus par Matthew Miller, porte-parole du département d'État américain, lors d'une conférence de presse le 8 octobre, confirment que les États-Unis soutiennent la volonté d'Israël de commettre tous les « dommages collatéraux » qu'il juge nécessaires pour éliminer le Hezbollah au Liban, ainsi que le Hamas à Gaza.

« Nous soutenons Israël qui lance ces incursions pour dégrader l'infrastructure du Hezbollah afin de parvenir à une résolution diplomatique », a déclaré M. Miller. Il a ajouté : « Ce que nous voulons voir sortir de cette situation, c'est que le Liban soit capable de briser l'emprise du Hezbollah sur le pays – plus qu'une emprise, briser la mainmise du Hezbollah sur le pays et supprimer le droit de veto du Hezbollah sur le président. »



Selon le correspondant de Reuters, « Washington pense que la pression militaire (c'est-à-dire les attaques aériennes et terrestres israéliennes au Liban) pourrait forcer le Hezbollah à déposer les armes et ouvrir la voie à l'élection d'un nouveau gouvernement au Liban qui évincerait le puissant mouvement de milice, qui a été un acteur important au Liban pendant des décennies. Les responsables américains affirment que les conversations avec les parties pour atteindre ces objectifs peuvent avoir lieu pendant que les combats se poursuivent, même si les analystes mettent en garde que le conflit augmente considérablement le risque d'une guerre plus large, en particulier alors que la région attend la réponse d'Israël à la frappe de missiles de l'Iran. »

Les rapports du *Wall Street Journal* sur ce que prépare le secrétaire d'État Antony Blinken corroborent cette analyse selon laquelle l'objectif de l'offensive américano-sioniste est d'anéantir les infrastructures politiques et civiles qui ne sont pas sous leur contrôle.

Au cours de la semaine écoulée, rapporte le *Wall Street Journal*, « Antony Blinken a appelé les dirigeants du Qatar, de l'Égypte et de l'Arabie saoudite pour leur demander de soutenir l'élection d'un nouveau président libanais. Amos Hochstein, haut fonctionnaire de la Maison-Blanche, a également déclaré à des responsables arabes que l'affaiblissement du Hezbollah par les attaques

israéliennes devait être considéré comme une occasion de sortir de l'impasse politique. Les partis politiques du pays n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un nouveau président depuis que Michel Aoun a quitté ses fonctions à la fin de son mandat en 2022. »

Le *Wall Street Journal* écrit : « L'initiative américaine repose sur les dirigeants libanais, notamment le premier ministre Najib Mikati et le président du Parlement Nabih Berri, chef d'une autre faction chiite et intermédiaire du Hezbollah dans les négociations sur le cessez-le-feu, qui seront nécessaires pour rassembler les factions politiques libanaises afin d'élire un nouveau président. » Il note que « Mikati et Berri ont déclaré la semaine dernière qu'ils soutenaient l'élection d'un nouveau président, mais ils ont également exprimé leur reconnaissance au Hezbollah pour son combat contre les forces israéliennes. Le chef de facto du Hezbollah, le secrétaire général adjoint Naïm Kassem, a rejeté cette semaine les appels à un réarrangement politique alors que la guerre avec Israël se poursuit. » Notez que ce n'est pas ce qu'a dit Naïm Kassem. Il a dit : « Nous soutenons le mouvement politique dirigé par Berri, dont le titre principal est de parvenir à un cessez-le-feu », où la diplomatie jouera un rôle important, tous les autres détails devant être discutés, et à « travers les discussions, nous parviendrons aux meilleures résolutions et décisions ».

En d'autres termes, les États-Unis font tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter un nouvel échec au Moyen-Orient. Ils manoeuvrent pour maintenir leur hégémonie sur les responsables arabes qui veulent préserver leurs relations avec le gouvernement américain tout en esquivant la demande des peuples de la région de mettre fin à l'occupation de la Palestine et d'exercer un contrôle sur leur propre pouvoir de décision et de défendre leur souveraineté. En excluant les peuples de la région de l'équation, les États-Unis espèrent mettre fin à leur isolement dans la région et dans les institutions internationales telles que l'ONU. En soulevant la question d'un cessez-le-feu et en prétendant soutenir une solution humanitaire à la situation humaine catastrophique que la campagne de terreur américano-sioniste a créée, ils espèrent obtenir le soutien de gouvernements arabes et atténuer la résistance des peuples de la région.



Mais ces affirmations ne peuvent cacher le plan des États-Unis de détruire les infrastructures politiques et civiles à Gaza et au Liban qui n'acceptent pas leur diktat. Ces efforts ne sont pas nouveaux; il s'agit de voir comment ils se déroulent en ce moment, à la veille de l'élection présidentielle américaine qui aura lieu le 5 novembre.

Une partie importante de la classe dirigeante des États-Unis veut une trêve en ce moment pour permettre le renforcement de l'hégémonie américaine. Cette faction a besoin que l'administration Biden marque une « victoire » pour que la campagne de Kamala Harris puisse

l'emporter sur celle de Donald Trump. Ils ont besoin d'affirmer que leur « ordre international fondé sur des règles » fonctionne réellement et que Kamala Harris est celle qui le maintiendra et surmontera l'isolement des États-Unis. Il est crucial pour les États-Unis d'avoir au moins l'apparence de maintenir leur hégémonie sur l'ensemble de la région du Moyen-Orient à un moment où elle est menacée par les actions du mouvement de résistance pour libérer la Palestine.

À cet égard, les États-Unis, avec leurs alliés comme le Canada, jouent à fond la carte du terrorisme. Ils jouent sur tous les préjugés libéraux à la base des arrangements de l'État-nation européen que les puissances d'Europe ont imposés aux pays de la région au XXe siècle. Ces accords ont été soutenus et modelés par les États-Unis depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les États-Unis considèrent qu'il est inacceptable pour toute nation d'établir des arrangements et un système politiques en faveur du peuple et qui ne le soumettent pas au diktat américain. Ils exigent que toutes les nations

adoptent plutôt des structures racistes, anti-ouvrières, anti-peuple et anticomunistes conçues pour maintenir la classe ouvrière et le peuple hors du pouvoir. Ces régimes ne tolèrent pas la dissidence. Leurs institutions fonctionnent sur la base de pouvoirs de police contrôlés par les intérêts privés qui détiennent les pouvoirs exécutifs et leurs systèmes judiciaires.

La carte du terrorisme est celle qui prétend que toute résistance à l'hégémonie américaine est du terrorisme, tandis que les actions terroristes des États-Unis, d'Israël et de ceux qui les autorisent sont justifiées au nom de la protection de la stabilité, des droits humains et de la démocratie.

À cet égard, ces derniers temps, les crimes des États-Unis contre l'humanité ont été inscrits dans le droit américain depuis la chute de l'Union soviétique et la volonté des États-Unis de devenir l'hégémon mondial. Le président américain George Bush fils a lancé la « guerre contre la terreur » sous les auspices de laquelle tous les crimes possibles contre l'humanité ont été commis et les pays du G-7, y compris le Canada, sont entrés dans le rang. Les États-Unis et leurs alliés ont ensuite imposé ces lois au monde entier, citant certaines résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qui condamnent le financement d'organisations terroristes et d'autres prétextes du genre. Sur cette base, les États-Unis ont déclaré que plusieurs pays étaient des États voyous, membres d'un axe du mal et promoteurs du terrorisme d'État. Ils ont imposé des sanctions brutales et les ont fait appliquer, et ils ont appelé cela la défense d'un ordre international fondé sur des règles.

L'objectif de détruire les infrastructures politiques et civiles qui ne plaisent pas aux États-Unis était également à l'origine des accords d'Oslo et du Camp David, qui ont donné le feu vert à l'occupation sioniste de Gaza et de la Cisjordanie et ont cherché à rendre permanentes l'occupation et la dépossession du peuple palestinien.

C'est ce statu quo que l'opération Déluge d'Al-Aqsa a débloqué pour ouvrir une voie vers l'avenir pour la Palestine et la région. Un combat à la vie à la mort se déroule actuellement pour mettre fin à l'occupation de la Palestine une fois pour toutes. Au cœur de ce combat se trouve la nécessité de condamner haut et fort les prétentions à l'impunité de ceux qui disent que la résistance à l'occupation est terroriste et que les États-Unis sont une « nation indispensable » sans le « leadership » de laquelle aucune solution n'est possible.



L'élection présidentielle aux États-Unis

Une rhétorique désespérée sur la transition pacifique du pouvoir

– Kathleen Chandler –

Une caractéristique de la campagne électorale présidentielle américaine est la crainte que l'élection ne donne pas lieu à une transition pacifique du pouvoir aux États-Unis. Assurer une transition pacifique du pouvoir est un pilier sur lequel repose la légitimité des institutions démocratiques libérales. Or, c'est précisément ce qui échappe aux États-Unis, rongés par des luttes de factions entre les intérêts privés étroits qui détiennent le pouvoir et pour lesquels les élections n'offrent plus de répit. L'insurrection du 6 janvier 2021 en a fourni la preuve à un moment où les guerres étrangères n'étaient plus une distraction suffisante.

Loin d'être une méthode pour parvenir à une trêve temporaire entre les dirigeants, suivie par la conclusion d'accords au Congrès et dans d'autres enceintes, les élections sont devenues une plateforme pour engager les combats entre factions d'une manière qui équivaut à une guerre civile, mais pas encore violente à l'échelle nationale, ce que les dirigeants espèrent éviter.

Les factions qui se disputent le pouvoir présidentiel lors de l'élection de novembre parlent toutes

deux au nom du « peuple » mais leur but est de s'emparer de la présidence afin de concentrer encore plus de pouvoir entre leurs mains. Le pouvoir présidentiel consiste à contrôler les factions opposées tout en essayant de maintenir en place un « ordre fondé sur des règles » international dominé par les États-Unis et de réprimer la résistance aux États-Unis et dans le monde.

Des factions opposées existent au sein de la bureaucratie militaire et civile et au sein et entre les intérêts commerciaux privés étroits, ainsi qu'entre et au sein du gouvernement fédéral et des gouvernements des États, de la police et des services de renseignement fédéraux et ceux au niveau des États. C'est évident lorsque des généraux et amiraux à la retraite se rangent derrière Trump ou Harris et que les conflits avec les États font rage autour des réfugiés et de l'avortement. Il est intéressant de noter que les factions comprennent celle qui est classée comme la plus grande, celle qui comprend le peuple américain, qui est complètement exclu des arrangements qui exercent ce pouvoir d'État. Alors que l'élection a lieu le 5 novembre, le président ne sera pas assermenté avant janvier 2025 et seulement après que le Congrès ait certifié les votes du Collège électoral. Kamala Harris, en tant que vice-présidente, préside la certification, tout comme Mike Pence l'a fait en 2020.



Comme le montrent les événements de la dernière élection, ce n'est pas seulement pendant les élections que les affrontements entre factions sont évidents, mais après et avant l'investiture. C'est à ce moment-là que la transition pacifique du pouvoir est confrontée à des défis directs. Donald Trump en campagne ne cesse de répéter qu'il ne respectera pas les résultats du vote s'il ne gagne pas. En partie en réponse à cela, le 4 octobre, le président Biden a déclaré à propos de l'élection : « Je suis convaincu qu'elle sera libre et équitable », mais « je ne sais pas si elle sera pacifique ».

La question de la transition du pouvoir a également été soulevée lors du débat entre l'ancien président Donald Trump et la vice-présidente Kamala Harris, le 10 septembre, et à nouveau lors du débat vice-présidentiel entre le sénateur de l'Ohio, J.D. Vance, et le gouverneur du Minnesota, Tim Walz, le 2 octobre. On y fait également référence à plusieurs reprises dans les discours de campagne, en particulier ceux de Kamala Harris dont toute la campagne est imprégnée de l'affirmation selon laquelle pour rétablir le fonctionnement des institutions démocratiques et assurer une transition pacifique du pouvoir, il est nécessaire de voter pour elle et de vaincre Donald Trump.

Les commentaires se limitent souvent à des références au 6 janvier 2021, lorsque les forces de Donald Trump se sont organisées pour ne pas reconnaître les résultats de l'élection fédérale qui a déclaré Joe Biden vainqueur. La tentative de coup d'État et d'insurrection du 6 janvier a été organisée contre le Congrès le jour où il certifierait le vote en faveur de Joe Biden, sous la présidence de Mike Pence, le vice-président de Donald Trump. À ce jour, Donald Trump répète qu'il n'a pas perdu ces élections et il continue de défendre les manifestants du 6 janvier et son propre rôle dans l'incitation à ces manifestations, pour lesquelles il revendique l'immunité présidentielle. Pour sa part, Kamala Harris qualifie le 6 janvier de « pire attaque contre la démocratie » depuis la guerre de Sécession.

Les informations manquantes

Trois problèmes principaux sont exclus du discours sur la nécessité d'une transition pacifique. Le premier est le fait que les institutions existantes, y compris les élections, sont dysfonctionnelles et irréparables. Les peuples des États-Unis et du monde entier le reconnaissent.

Un autre problème majeur est que les énormes bureaucraties militaires et civiles sont divisées et que les moyens utilisés jusqu'à présent pour les unir ne parviennent pas à le faire.

Le troisième est le rôle des citoyens dans une situation où beaucoup rejettent le système défaillant et organisent des alternatives. Ils ne se rangeront pas si facilement derrière Donald Trump ou Kamala Harris dans une situation où la transition est incertaine. En tant que faction la plus importante, leur poursuite d'une voie politique indépendante est grandement redoutée par les dirigeants. Kamala Harris est proposée en grande partie pour faire dévier cette direction et réprimer toute révolte. Cette tentative a déjà été rejetée par beaucoup.



Manifestation à Kenosha, le 16 septembre « Pas de vote pour le génocide »

Pour ce qui est d'unir la bureaucratie militaire, les guerres à l'étranger sont un moyen de rallier les troupes derrière le commandant en chef. Une guerre étrangère après l'autre a été menée depuis l'effondrement de l'Union soviétique pour assurer l'hégémonie mondiale des États-Unis. Loin d'unir la bureaucratie, les contradictions se sont accentuées. Les administrations américaines qui se sont succédé n'ont pas réussi à réaliser cette unité. Cela est dû à la prise de contrôle totale du pouvoir de l'État par des intérêts privés étroits qui, par définition, se livrent sans relâche à des guerres intestines. Cela vient aussi de graves divergences sur les politiques stratégiques et géopolitiques que les États-Unis devraient adopter et qui, le plus souvent, sont également sous-tendues par les préoccupations et les buts d'intérêts privés étroits.

Les alliances alternatives qui s'efforcent de progresser, comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, etc.), contribuent à cette situation et font que les États-Unis se livrent à des tractations et marchandages pour soumettre les pays à leur diktat, un processus de plus en plus difficile et compliqué.

Loin d'unir les bureaucraties militaire et civile, la façon dont les États-Unis se conduisent dans les affaires étrangères les a jusqu'à présent isolés davantage et a érodé davantage la crédibilité et la légitimité de leurs institutions et des valeurs qu'ils prétendent démocratiques et supérieures à celles de tous les autres. Les guerres de destruction auxquelles ils ont recours sont des actes de désespoir pour contrôler les forces productives humaines qui échappent au contrôle des intérêts privés étroits qui favorisent les États-Unis dans leur lutte pour l'hégémonie mondiale. Le génocide américano-sioniste à Gaza et maintenant au Liban est le plus destructeur de tous, malgré les niveaux sans précédent de crimes commis lors des guerres précédentes. C'est en partie parce qu'elles sont menées pour que le monde entier puisse les voir.

Les États-Unis prétendent que les États-Unis sont la « nation indispensable » dans le monde qui dicte toutes les questions liées à la guerre et à la paix, qui ne sont acceptés par aucun autre pays, même ceux qui sont soumis à son contrôle comme dans le cas des pays membres de l'Union européenne. Au Canada, malgré l'assujettissement de l'État canadien et de la classe dirigeante, le peuple n'est pas d'accord avec de telles choses.

Loin d'unir les énormes bureaucraties civiles et militaires, les guerres et le refus des États-Unis de régler tout problème sur une base politique en utilisant les voies diplomatiques ont irrémédiablement terni la réputation des États-Unis et ses références démocratiques. Les États-Unis sont largement considérés comme responsables de la perte de millions de vies humaines, de crises humanitaires et de réfugiés d'une ampleur sans précédent, de l'aggravation des crises environnementales ainsi que de la commission de crimes de guerre et de crimes de génocide.

Les États-Unis et leur cartel du génocide, composé de pays qui vantent leur soi-disant ordre international fondé sur des règles, violent impunément l'état de droit international et cherchent désespérément à faire de l'impunité la nouvelle norme qu'aucun peuple, où qu'il soit, n'admet. Au contraire, comme en Palestine, le peuple mène une lutte à mort pour régler des comptes avec la démocratie américaine sous l'égide de laquelle tous les crimes contre l'humanité sont commis.

La capacité des États-Unis à imposer leur « ordre international fondé sur des règles », où leurs règles sont à la base de l'ordre, est une préoccupation majeure à l'heure actuelle. La résistance croissante des Palestiniens, ceux qui soutiennent la Palestine comme le Liban, le Yémen et l'Irak, et notamment la position indépendante de l'Iran, la contestation par la Chine et la Russie, les diverses initiatives internationales visant à supprimer le dollar comme monnaie mondiale pour le commerce, tout cela montre bien cette difficulté. L'incapacité à assurer une transition pacifique affaiblirait encore davantage les efforts de domination des États-Unis.

À l'heure actuelle, il semble que les dirigeants privilégient Kamala Harris comme étant la mieux à même d'éviter une guerre civile ouverte et de maintenir leur « ordre fondé sur des règles ». Elle s'efforce de rallier les forces divisées sous la bannière de la défense de la Constitution contre les « ennemis étrangers et nationaux », tout en prenant le peuple en otage avec l'idée qu'elle peut apporter le changement.

Mais son succès est loin d'être acquis. L'absence d'une transition pacifique du pouvoir avec des élections signifie que les nombreux organismes militaires, de renseignement et de police fédérales, des États et locales, toutes fortement armées, pourraient diviser leur loyauté si leur candidat n'est pas le prochain commandant en chef. Compte tenu de la possibilité d'une guerre civile ouverte et violente entre les factions, ces divisions mettent en doute la façon dont les agences militaires et policières s'aligneront, ce qui représente un grave danger pour les peuples à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Cette situation offre également aux peuples une ouverture pour faire avancer leurs solutions, renforcer leur organisation indépendante et refuser toute conciliation avec les dirigeants, leur génocide et leur destruction. C'est l'ensemble des rapports humains, des humains entre eux et des humains avec la nature et ce qu'ils révèlent qui détermine l'ordre existant, et non les règles américaines. Et ce sont ces rapports que les peuples ont la capacité et la nécessité de changer en créant de nouvelles structures fondées sur la reconnaissance que tous les membres du corps politique sont égaux, comme le sont tous les pays du monde, grands ou petits. Leur droit souverain de décider de leur présent et de leur avenir doit être respecté sur la base d'un processus qui les engage à prendre des décisions sur toutes les questions relatives à la direction de l'économie, à la guerre et à la paix, au crime et châtement.



De vaines tentatives pour préserver l'Union lorsque l'anarchie est érigée en autorité

- *Voice of Revolution* -

Lorsque l'anarchie règne comme aux États-Unis, c'est parce que des intérêts privés étroits qui fonctionnent sur une base supranationale, et non dans les limites d'un territoire délimité, ont pris le contrôle du pouvoir de l'État et de toutes ses institutions, agences et forces armées et policières à sa disposition. À cause de leur volonté inhérente de tout contrôler et de dominer, le peuple est privé du pouvoir décisionnel à tous les niveaux et tout pouvoir décisionnel est aujourd'hui vivement contesté par les intérêts les plus puissants.

Ces puissants intérêts privés fonctionnent souvent sur la base de coalitions et de cartels. Ils appartiennent parfois à plus d'un à la fois, même s'ils sont en concurrence les uns avec les autres, tant que cela leur apporte des profits exceptionnels et un plus grand contrôle sur les domaines d'intérêt et les ressources humaines et naturelles. La méthode qu'ils utilisent pour régler tous les problèmes nationaux et internationaux est la violence.

Il s'agit là d'un sujet de préoccupation très sérieux dans le cadre de l'élection présidentielle américaine. Pour dire les choses simplement, la force ne fait pas le droit, et la répression ne résout aucun problème, comme le montre l'expérience de la « démocratie » américaine. Mais ce qui est important, c'est de voir comment les États-Unis interviennent actuellement au niveau national pour réprimer la résistance de la classe ouvrière et du peuple américains à leur offensive antisociale, et au niveau international pour s'assurer qu'ils conservent leur position de « nation indispensable ». Ils ne permettent que leur propre loi sur la façon de faire face aux dangers dans lesquels leur lutte pour l'hégémonie mondiale a plongé le monde, comme nous le voyons actuellement dans la façon dont il gère l'échec américano/sioniste à éliminer le peuple palestinien et maintenant, leur invasion du Liban tout en gardant l'Iran et d'autres pays sous contrôle.

Un état d'anarchie existe parce que les institutions démocratiques conçues pour fournir des processus permettant de régler les différends au sein des factions dirigeantes et entre elles et les masses du peuple afin de rétablir la paix lorsque des conflits surviennent, ne fonctionnent plus. Cela montre l'échec du système fondé sur des institutions aussi dysfonctionnelles parce que l'autorité publique qu'elles ont été créée pour la préserver a été écartée au profit de l'imposition de stratagèmes d'intérêts privés étroits qu'elles prétendent être dans l'intérêt national, ce que personne ne croit.

Une fois que l'anarchie est érigée en autorité, chacun doit se débrouiller seul et il n'y a aucune limite à ce que les intérêts privés étroits peuvent faire, sauf celles que leur impose la résistance de la classe ouvrière et des peuples, au pays et à l'étranger.

Alors que la destruction de l'autorité publique fait des ravages, sans moyen institutionnel de régler les conflits et de parvenir à des solutions politiques, le recours à la force prend le dessus. Le conflit entre les conditions dans lesquelles les gens vivent et travaillent et de la vie elle-même et l'autorité existe indépendamment de la volonté de quiconque. Les gens naissent dans une société telle qu'elle existe, avec les rapports qui existent. L'explosion des forces productives humaines, de l'énergie humaine, dans cette période moderne ne peut être contenue ou contrôlée par les systèmes existants et leur « loi et ordre », que ce soit à l'intérieur d'un pays ou au niveau international.

Les tentatives des pouvoirs de police de réprimer violemment et par l'utilisation des tribunaux et de la force armée les intérêts conflictuels causent d'énormes dommages humains et matériels. Nous voyons cela partout autour de nous, avec des crimes flagrants commis par les États-Unis et leurs « alliés ». Les conséquences sont si extrêmes que ces pays sont aujourd'hui considérés comme faisant partie d'un « cartel du génocide ».

La nécessité d'institutions démocratiques modernes

Cependant, la conscience du peuple, née de la reconnaissance de la nécessité du changement, conduit à la conclusion que la solution réside dans la création d'institutions démocratiques modernes. Une démocratie moderne doit être guidée par une pensée politique moderne conforme à l'appel de l'histoire et des considérations philosophiques qui placent le facteur humain/conscience sociale au centre de toutes les initiatives. Aujourd'hui, la fidélité ne peut se limiter à une cause, mais doit être basée sur la fidélité à l'ensemble des rapports entre les humains et des humains avec la nature et ce qu'ils révèlent, c'est-à-dire la nécessité pour la classe ouvrière et le peuple d'établir leur propre pouvoir politique.

Les droits humains et les institutions qui les garantissent doivent être définis par le peuple lui-même. Il s'agit d'un combat dirigé par la classe ouvrière dans sa lutte pour contrôler les forces productives humaines dans le but de constituer la nation à son image et de mettre la prise de décision entre les mains du peuple. Malgré tous leurs efforts, ces efforts ne peuvent être freinés par les pouvoirs de police du président des États-Unis dont la tâche principale est de « préserver l'Union » à l'intérieur et son propre système fondé sur des règles et le rôle de « nation indispensable » à l'étranger.

La Russie, le Mexique, tous les pays d'Asie de l'Ouest et d'Afrique du Nord et toute l'Afrique ainsi que l'Asie-Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes – ils font tous partie des calculs américains pour préserver les États-Unis et leur rôle de « nation indispensable ».

C'est ce qui se passe dans la concurrence entre l'appareil de Kamala Harris et celui de Donald Trump pour occuper le poste de président des États-Unis et devenir commandant en chef des forces armées.

Cette concurrence féroce pour remporter la présidence comprend la collusion et la rivalité au sein et entre le Bureau du président, les branches de l'armée, les services de renseignement et les nombreuses agences du département de la Sécurité intérieure.

À la frontière sud se trouvent les patrouilles du service des douanes et de la police frontalière, le Service de contrôle de l'immigration et des douanes, les troupes américaines et la garde nationale du Texas, et toutes sont armées jusqu'aux dents. Les forces fédérales se heurtent à des pouvoirs parallèles entre les mains des gouverneurs des 50 États qui sont également en concurrence les uns avec les autres.

De plus, des villes comme New York, Chicago et Los Angeles disposent de leur propre armée, avec des drones, des hélicoptères, des chars et des armes automatiques. Ces différentes forces, États et régions peuvent s'aligner et se diviser selon diverses lignes, rendant imprévisible et dangereuse une guerre civile violente ouverte aux États-Unis.

Tout comme les différentes forces en présence au niveau fédéral, des États, des comtés et des villes ont leurs propres forces armées, il en va de même des différentes factions en présence dans le domaine privé. Ainsi, la préservation de l'Union n'est pas possible sans la dictature des cartels et des coalitions composées des plus puissants contre tous les autres, notamment les peuples.

La formation de tels cartels et de telles coalitions, c'est le but de l'élection présidentielle américaine. Le vainqueur est déterminé par le cartel et les coalitions qui prévalent au moment du dépouillement des votes du collège électoral et de la certification du vote. L'argent, le pouvoir, les menaces d'invasion, les actes de génocide, les assassinats, tout est mis à contribution pour arriver en tête dans l'espoir de contrôler toutes les forces indisciplinées, tant au pays qu'à l'étranger.

La question de savoir qui va remporter la présidence dépend en grande partie de la personne qui, selon la classe dirigeante américaine, sert le mieux ses intérêts à l'heure actuelle et de la nature de ces intérêts. Un gros effort a été fait pour nommer Kamala Harris à la présidence et pour la

promouvoir au niveau national maintenant, sur la base qu'elle créera une situation moins volatile que Donald Trump. Il est essentiel de rendre la vie moins imprévisible pour que les États-Unis tentent de contrôler les forces productives humaines dans le pays et à l'étranger, ou de détruire ce qui ne peut être contrôlé.

Tout cela fait de la rhétorique sur une transition pacifique du pouvoir après ces élections non pas un plan, mais une menace.

Comment cela va-t-il se passer ? Kamala Harris semble se présenter comme la championne des dirigeants pour bloquer le peuple et empêcher la guerre civile ouverte en ce moment. Réussira-t-elle ? Quel rôle le peuple peut-il jouer lorsque le résultat du vote n'est pas déterminé par le décompte du vote lui-même, mais par ceux qui occupent des positions de pouvoir et de privilège et leur façon de choisir un champion et de déresponsabiliser le peuple ?

Ce qui est certain, c'est que la volonté des dirigeants américains de préserver l'Union sur la base des pouvoirs de police conférés à la présidence par la Constitution actuelle et le recours aux violations de l'état de droit tant au niveau national qu'international ne leur permettront pas d'échapper à l'appel de l'histoire. L'appel de l'histoire invite les peuples à devenir eux-mêmes des gouvernants, en créant des institutions modernes qui placent au premier plan les intérêts des peuples à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Le chemin à parcourir sera certainement semé d'injustices et de carnages, mais la résistance des peuples, de plus en plus expérimentés et compétents, le sera tout autant. C'est leur détermination à construire un avenir en défendant les droits de toutes et de tous qui prévaudra même si les événements continuent de se dérouler d'une manière qui va à l'encontre de la lutte des peuples pour la paix, la liberté et la démocratie.



Les divisions dans la bureaucratie militaire et civile continuent de s'accroître

Alors que les derniers jours de l'élection présidentielle américaine approchent, les divisions au sein de la bureaucratie militaire et civile des États-Unis continuent de s'aggraver. Un nombre important de généraux et d'amiraux retraités se prononcent publiquement en faveur de Donald Trump ou de Kamala Harris.

Le 1er octobre, un groupe de plus de 200 amiraux et généraux retraités, connu sous le nom de Flag Officers 4 America, a apporté son soutien à Donald Trump, le qualifiant de « leader éprouvé qui sécurisera nos frontières, repoussera nos adversaires, revitalisera notre économie et maintiendra l'Amérique en sécurité et en force ». Ces officiers préconisent une « préparation militaire » accrue et avertissent que les États-Unis pourraient être perdants dans des conflits avec des adversaires comme la Chine.

Simultanément, un groupe appelé National Security Leaders for America (NSL4A) a apporté son soutien à Kamala Harris. NSL4A est censé être bipartisan et compter 741 « leaders de la sécurité nationale, dont plus de 230 officiers généraux et amiraux, y compris 15 généraux et amiraux quatre étoiles à la retraite », d'anciens membres du cabinet et des ambassadeurs. Créé en 2021, après la tentative de coup d'État de Donald Trump le 6 janvier 2021, il a pour mission d'unir la bureaucratie militaire et civile pour défendre les institutions existantes et contrer « les menaces croissantes qui pèsent sur nos institutions, nos normes et nos processus démocratiques ».

Ce groupe a déclaré que Kamala Harris est « la meilleure – et la seule – candidate à la présidence

dans cette course qui est apte à servir en tant que notre commandant en chef ». Leur narratif se concentre sur la question de la loyauté envers le président en tant que commandant en chef, en utilisant la citation du serment militaire concernant la défense de « la Constitution des États-Unis contre tous les ennemis, étrangers et nationaux ». Il décrit Donald Trump comme un ennemi antipatriotique de la Constitution.

C'est le langage utilisé dans une guerre civile pour déterminer qui est avec l'Union et qui est un traître à l'Union, non seulement au sein de l'armée et de nombreux services de police, mais aussi parmi la population. NSL4A a suivi l'exemple d'Hillary Clinton qui a invoqué ce serment militaire lors de la Convention nationale démocrate qui s'est tenue à Chicago en août pour obtenir la nomination unanime de Kamala Harris comme candidate démocrate à la présidence. En affirmant que Donald Trump est un ennemi « autocratique » de la Constitution, NSL4A s'assure que l'armée s'aligne derrière Kamala Harris, dans l'espoir de prévenir une contestation de Donald Trump et de sécuriser la transition.

Mais cette approche ne sert à rien si l'objectif est de tenter de faire fonctionner des institutions démocratiques dysfonctionnelles. Les dirigeants, dans leur ensemble, veulent éviter une lutte violente entre les factions et une guerre civile totale. Mais le succès de cette tentative de rallier la bureaucratie pour dépeindre Donald Trump comme un traître, pour qu'il soit marqué au fer rouge et écarté du pouvoir en tant que tel, n'est pas assuré.

Les divisions croissantes au sein de la bureaucratie militaire et civile soulèvent de sérieuses inquiétudes quant à la manière dont les différentes branches de l'armée et des services de police agiront si leur candidat particulier n'obtient pas le poste de commandant en chef lors de l'élection présidentielle de novembre prochain.



Canada fauteur de guerre dans la région de l'Asie-Pacifique

Une participation accrue aux préparatifs de guerre

– Philip Fernandez –

La politique étrangère belliciste et génocidaire du Canada est très préoccupante. Du 9 au 14 septembre, Bill Blair, ministre de la Défense du Canada, s'est rendu en République de Corée et au Japon. Le Canada faisant partie intégrante de la machine de guerre des États-Unis, la visite de Bill Blair s'inscrivait dans le cadre des calculs américains en Asie-Pacifique, particulièrement axés sur le conflit politique, économique et militaire avec la Chine. Un autre objectif principal est de cibler la République populaire démocratique de Corée (RPDC), de l'éliminer en tant qu'obstacle à l'objectif des États-Unis de dominer l'ensemble de la péninsule coréenne et de l'utiliser comme base pour menacer la Chine et la Russie.

Pour justifier sa présence, le Canada présente un récit frauduleux de l'histoire en prétendant qu'il fait partie de l'état de droit international défendu par la Charte des Nations unies. Un communiqué de presse du ministère de la Défense nationale concernant la visite de Bill Blair en Asie en septembre indique que « le Canada s'investit dans la sécurité de la péninsule coréenne depuis sa participation à la guerre de Corée en 1950. Le Canada a depuis maintenu une présence permanente au sein du Commandement des Nations unies pour faire respecter l'accord d'armistice. »

Pas un mot sur l'agression menée par les États-Unis contre le peuple coréen lors de la guerre de 1950-1953, ni sur la manière dont cette guerre a été menée : recours au bombardement massif, à la guerre bactériologique et en commettant des crimes horribles contre la population. Depuis, les États-Unis ont refusé de signer un traité de paix et le Canada met également en péril la paix dans la péninsule coréenne.

L'utilisation par le Canada du terme « indo-pacifique » est un artifice destiné à étendre la zone au-delà de l'Asie-Pacifique. L'appel à une « région indo-pacifique libre et ouverte » est en vogue parmi les pays de l'OTAN pour dissimuler leurs objectifs malveillants. La visite de Bill Blair dans ces deux pays s'inscrit dans les plans des États-Unis visant à dominer la région, ce qui inclut l'opération Horizon, « la mission des forces armées canadiennes visant à mettre en oeuvre les éléments de défense de la stratégie indo-pacifique du Canada en augmentant la présence militaire du Canada dans la région, ce qui permet de renforcer l'engagement, la coopération et la collaboration »[1].

Le Japon, comme la République de Corée, est un partenaire de l'OTAN, ainsi que la base pour la 7e flotte américaine qui sillonne l'Asie-Pacifique.

Dans le cadre de ces machinations, les gouvernements de la République de Corée et du Japon, dont les peuples ont le malheur de payer respectivement pour 25 000 et 55 000 soldats américains sur leur sol, sont de plus en plus sollicités par les États-Unis pour se joindre à eux afin d'officialiser une alliance de guerre tripartite qui s'apparente à une OTAN asiatique.

Engagement dans la péninsule coréenne

Loin de contribuer à la paix dans la péninsule coréenne, l'engagement du Canada en Corée perpétue son appartenance à l'alliance dirigée par les États-Unis qui a brutalisé le peuple coréen après la Deuxième Guerre mondiale et divisé sa nation. Cette alliance reste la plus grande menace pour la paix dans la région.

Au cours de son séjour en Corée, Bill Blair a notamment visité la zone démilitarisée (DMZ). Il a également rencontré des membres des forces armées canadiennes servant au sein du « Commandement des Nations unies (CNU) ». Le CNU, dirigé par les États-Unis, a été créé pendant la guerre de Corée pour donner une apparence de légitimité à l'agression américaine au début de la guerre en 1950, et il continue à remplir cette fonction.

Bill Blair était également présent au nom des fabricants d'armes, notamment pour saluer l'achat par l'armée de la République de Corée de 40 hélicoptères Bell construits au Canada et, dans cette optique, il a « rencontré le vice-ministre de la Défense de la République de Corée, Sung Il, afin de discuter des possibilités de collaboration industrielle future ».

Le 10 septembre, Bill Blair et son homologue coréen, Kim Yong-hyun, ont coorganisé la deuxième réunion annuelle des ministres de la Défense des pays membres de la Commission des Nations unies et de la République de Corée. Cette réunion était un exercice de désinformation et de falsification historique, dans le but de poursuivre les crimes contre le peuple coréen et la division de la nation coréenne.

Les 17 pays membres du CNU ont publié, à l'issue de cette réunion, une déclaration commune scandaleuse qui va totalement à l'encontre de l'objectif et de l'esprit de l'accord d'armistice du 27 juillet 1953[2], que les États-Unis ont été contraints de signer après que leur occupation de la Corée a failli être vaincue par l'Armée populaire coréenne et les volontaires chinois. L'objectif de l'accord était que la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et les États-Unis signent un traité de paix permanent pour mettre officiellement fin à la guerre. Au lieu de cela, les États-Unis cherchent à se venger de la RPDC depuis plus de 70 ans, tout en imposant leurs troupes aux Coréens vivant en République de Corée.

La déclaration commune indique que « les États membres du CNU ont réaffirmé que l'esprit et les engagements énoncés dans l'Accord d'armistice de 1953 demeurent nécessaires aujourd'hui pour assurer la paix et la stabilité sur la péninsule coréenne. En particulier, les ministres de la Défense et les représentants ont reconnu les rôles du CNU, des États membres du CNU et de la République de Corée, à titre de pays hôte, dans la gestion, la mise en oeuvre, le respect et l'application de l'Accord

d'armistice. Ils conviennent que l'Accord d'armistice constitue un mécanisme efficace pour maintenir la cessation des hostilités et garantir la paix et la stabilité sur la péninsule coréenne. »

Aucune mention n'est faite du refus des États-Unis de négocier de bonne foi sur quelque front que ce soit et de l'intensification de leurs préparatifs de guerre contre la RPDC, qui sont la source de l'instabilité et du risque de guerre dans la péninsule coréenne.



Les Coréens dénoncent le CNU et appellent à son démantèlement en dehors de la réunion du CNU à Séoul, 10 septembre 2024.

Le 11 septembre, le ministre Bill Blair s'est adressé au Dialogue de défense de Séoul, où il a débité des absurdités sur la dissuasion nucléaire de la RPDC. Comme si le Canada avait le droit de s'immiscer dans les affaires des peuples des pays de l'Asie-Pacifique, Blair a fait la leçon à la RPDC sur les pays avec lesquels elle peut ou ne peut pas avoir de relations. De même, le communiqué de presse du ministère de la Défense indique que Blair « a aussi soulevé des préoccupations quant aux efforts de la Chine pour entraver la liberté de navigation dans la mer de Chine méridionale, ainsi que ses manoeuvres dangereuses et déstabilisantes à l'encontre de vaisseaux philippins ».



Une manifestation organisée dans le cadre du Dialogue sur la sécurité à Séoul contre l'acquisition de matériel militaire et à l'accord de services croisés entre la République de Corée et le Japon

Le rôle du Canada pour assurer la « liberté de navigation dans la mer de Chine méridionale » est évident dans l'annonce hypocrite de Bill Blair plus tard au cours de son voyage que « de septembre à octobre 2024, le Canada déploiera un détachement aérien de CP-140 Aurora de l'Aviation royale canadienne (ARC) au Japon dans le cadre de l'opération NEON, qui constitue la contribution des FAC à un effort multinational visant à appuyer la mise en oeuvre des sanctions imposées par le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) contre la RPDC ».

L'opération NEON, la contribution du Canada à un blocus naval contre la RPDC, n'a aucun fondement en droit international et équivaut à de la piraterie en haute mer.

Relations avec le Japon

Le 13 septembre, le ministre canadien de la Défense, Bill Blair, a rencontré le ministre japonais de la Défense, Kihara Minoru, pour « discuter des défis en matière de défense et de sécurité dans la

région indo-pacifique, de la coopération opérationnelle entre le Canada et le Japon, et des progrès réalisés dans le cadre du plan d'action Canada-Japon visant à contribuer à une région indo-pacifique libre et ouverte ».

Ce plan date d'octobre 2022, peu de temps avant que le Canada ne publie sa « Stratégie indo-pacifique » à la fin du mois de novembre 2022. Masquant le fait que la guerre des États-Unis et de l'OTAN en Ukraine est causée par l'expansion des États-Unis et de l'OTAN pour menacer et isoler la Russie, la stratégie du Canada a été présentée comme nécessaire en raison d'un " fort sentiment d'urgence quant au fait que l'agression de la Russie contre l'Ukraine aurait des répercussions graves et énormes non seulement pour l'Europe mais aussi pour la communauté internationale dans son ensemble, et porterait atteinte aux valeurs universelles telles que la liberté, la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit, ainsi qu'aux fondements de l'ordre international fondé sur des règles »[3].



Manifestation du 19 septembre 2024 réunissant 2 700 personnes à Tokyo, au Japon, pour s'opposer aux politiques de guerre du gouvernement japonais. Il s'agit de la plus récente des actions organisées le 19 de chaque mois.

Le voyage de Bill Blair a également mis en évidence les pressions exercées pour que l'alliance agressive de l'OTAN ait une « interopérabilité » avec les armées du Japon et de la République de Corée (RdC). Cette démarche est en contradiction avec le contenu pacifiste de la constitution japonaise, qui stipule que l'armée ne doit être déployée qu'à des fins de légitime défense. Cela montre que les États-Unis et l'OTAN n'ont aucun scrupule à collaborer avec les militaristes japonais, qui n'ont jamais exprimé de remords pour les crimes brutaux commis par l'armée impériale japonaise dans toute l'Asie.

Le communiqué de presse du ministère canadien de la Défense nationale indique ce qui suit :

« Le ministre Blair et le ministre Kihara ont salué la coopération grandissante entre les forces armées de leurs pays. Cet été, la Marine royale canadienne (MRC) et la Force maritime d'autodéfense du Japon ont pris part à l'exercice PACIFIC VANGUARD mené par les États-Unis aux côtés des marines de la République de Corée et des États-Unis. En plus de permettre aux participants se livrer à des scénarios de guerre de haut niveau visant à accroître les compétences et l'interopérabilité lors des opérations maritimes, anti-sous-marines et aériennes, l'Ex PACIFIC VANGUARD offre aux pays aux vues similaires l'occasion de resserrer leurs liens professionnels et personnels et d'ainsi forger d'étroits partenariats. Plus récemment, du 6 au 8 septembre 2024, la

MRC et la Force maritime d'autodéfense du Japon ont mené l'exercice KADEX, dans la mer de Timor, qui visait à renforcer l'interopérabilité entre les marines des deux pays. »

La visite du ministre de la Défense Bill Blair en République de Corée et au Japon souligne la nécessité pour les Canadiens et les Québécois de s'opposer au rôle du Canada dans les plans de guerre des États-Unis en Asie-Pacifique. Ces derniers attisent les conflits pour servir leurs objectifs hégémoniques et ce faisant ils menacent la sécurité et le bien-être des peuples de la région et du monde.

En plus de racheter le rôle du Canada dans la guerre de Corée et son rôle actuel dans la division de la Corée, l'organisation contre la guerre au Canada et au Québec est une contribution à la paix dans le monde. Nous partageons une lutte commune avec les peuples de Corée et du Japon, qui luttent également pour un monde fondé sur des relations pacifiques, l'avantage réciproque et l'amitié. Ils luttent pour détacher leurs pays de la machine de guerre des États-Unis.

Notes

1. Voir « [Opération Horizon](#) », ministère de la Défense nationale.
2. Dix-sept pays composent actuellement le CNU : l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, la Colombie, le Canada, le Danemark, la France, la Grèce, l'Italie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, les Pays-Bas, les Philippines, le Royaume-Uni, la Thaïlande, la Turquie et les États-Unis.
3. Voir « [Plan d'action Canada-Japon pour contribuer à une région indo-pacifique libre et ouverte](#) », document d'information du gouvernement du Canada, 20 octobre 2022



Des ouvertures pour rejoindre le bloc militaire Australie-Royaume-Uni-États-Unis



Les résidents de Sydney, en Australie, s'opposent au bloc militaire AUKUS, le 28 mars 2024.

Lors du récent voyage du ministre de la Défense Bill Blair au Japon, il est apparu que le Canada faisait des ouvertures pour rejoindre le bloc militaire Australie-Royaume-Uni-États-Unis (AUKUS), dont l'objectif explicite est la confrontation militaire avec la Chine. Créé en 2021, l'objectif initial du bloc était de permettre à l'Australie d'acquérir des sous-marins à propulsion nucléaire auprès des États-Unis pour un montant de 358 milliards de dollars australiens. Les gens

épris de paix en Australie se sont activement opposés à AUKUS et à son objectif d'agression contre la Chine depuis sa création.

Un article de Reuters daté du 13 septembre indique que « le Canada est en discussion pour rejoindre l'alliance AUKUS élargie entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie, formée pour contrer l'influence militaire croissante de la Chine dans la région Asie-Pacifique, a déclaré le ministre canadien de la Défense, Bill Blair ».

« Le Canada a déclaré qu'il souhaitait rejoindre un deuxième pilier de l'accord AUKUS, qui prévoit une collaboration sur les nouvelles technologies militaires, notamment l'intelligence artificielle et l'informatique quantique, mais il n'a pas encore révélé les détails de ces pourparlers.

« Des discussions importantes ont eu lieu sur les processus et les plateformes sur la base d'un projet spécifique où d'autres nations, y compris le Japon et nous-mêmes, pourraient participer », a déclaré Bill Blair lors d'une entrevue à Tokyo, où il a rencontré son homologue japonais Kihara Minoru. « J'attendrai respectueusement qu'ils aient pris leur décision, mais je suis très optimiste », a-t-il ajouté.

Dans le cadre de sa soumission aux objectifs de l'OTAN, le Canada augmente ses dépenses militaires, comme le rapporte Reuters :

« Le Canada cherche à jouer un rôle plus important en matière de sécurité en Asie et a fait de l'approfondissement des liens avec le Japon et la Corée du sud une priorité. Le gouvernement compte également augmenter ses dépenses militaires alors que ses engagements en matière de défense s'accroissent à l'intérieur du pays et à l'étranger.

« L'année prochaine, mon budget de défense augmentera de 27 % par rapport à cette année et, franchement, au cours des trois ou quatre prochaines années, nos dépenses de défense vont tripler », a déclaré Bill Blair.

Un article ultérieur de Reuters indiquait :

« Les partenaires d'AUKUS, l'Australie, la Grande-Bretagne et les États-Unis, ont déclaré le 18 septembre qu'ils discutaient avec le Canada, le Japon et la Nouvelle-Zélande d'une collaboration potentielle sur des projets de technologie de défense.

« Nous consultons le Canada, la Nouvelle-Zélande et la République de Corée pour identifier les possibilités de collaboration sur des capacités avancées dans le cadre du pilier II d'AUKUS », ont déclaré les dirigeants dans un communiqué commun à l'occasion du troisième anniversaire d'AUKUS.



La guerre par procuration des États-Unis/OTAN en Ukraine
Dangereuses provocations des États-Unis/OTAN
contre la Russie

– *Nick Lin* –

Devant la détérioration de la situation de leur mandataire, l'Ukraine, les États-Unis et l'alliance de guerre qu'est l'OTAN sont de plus en plus directs dans leurs attaques contre la Russie, tout en prétendant qu'ils ne font qu'appuyer l'Ukraine et qu'eux-mêmes n'interviennent pas directement. Leur participation est de plus en plus ouverte alors qu'ils essaient de tirer les marrons du feu et de changer le cours des choses qui favorise présentement la Russie.



Toronto, 11 juillet 2024

Le 9 septembre, l'administration Biden a envoyé un rapport confidentiel au Congrès pour décrire sa stratégie pour l'Ukraine. Le rapport a été présenté quelques mois après l'échéancier de juin tel que mandaté par le projet de loi d'aide de 61 milliards de dollars US adopté en avril. Les représentants de l'Union européenne ont affirmé que « Biden semble être sur le point de préparer le terrain pour autoriser l'Ukraine à avoir recours à des missiles à longue portée, en autant que ce ne sont pas des armes fournies par les États-Unis », rapporte CNN.

Le 13 septembre, le président américain Biden a rencontré le nouveau fauteur de guerre-en-chef du Royaume-Uni, le premier ministre Keir Starmer. Un des objectifs de Starmer lors de la réunion aurait été de convaincre Biden d'autoriser l'utilisation des missiles de croisière à longue portée Storm Shadow en territoire russe. L'administration Biden a répondu qu'une telle autorisation était « en cours ».

En dépit du fait que le Canada n'a pas de missiles à longue portée en Ukraine, le premier ministre Justin Trudeau, l'éternel figure en carton, a dit aux journalistes le 13 septembre qu'il appuie l'utilisation par l'Ukraine d'armes à longue portée contre l'Ukraine. Comme si lui et son gouvernement n'étaient pas directement responsables de la guerre par procuration en Ukraine menée « jusqu'au dernier Ukrainien », il a dit que la Russie tentait de « profondément déstabiliser » l' « ordre international fondé sur des règles », ajoutant : « Voilà pourquoi le Canada et d'autres pays soutiennent sans équivoque l'Ukraine, qui doit remporter cette guerre contre la Russie. »

Le 14 septembre, le parlement européen a voté en faveur de l'utilisation des armes de l'OTAN par l'Ukraine contre des cibles en Russie.

Les États-Unis ont armé l'Ukraine de nombreux systèmes de frappe par missiles à longue portée. Ces derniers comprennent le système de missile tactique de l'armée (ATACMS) avec une portée allant jusqu'à 300 kilomètres, des bombes guidées par GPS (JDAM) qui transforment des bombes non guidées en munitions de précision avec une portée de 80 kilomètres; des Miniature Air-Launched Decoy (MALD) conçus pour perturber les radars; et des missiles anti-radar à haute vitesse (HARM), qui sont lancés en plein vol pour frapper des postes de radars terrestres, avec une portée de 300 kilomètres. On rapporte aussi que les États-Unis comptent envoyer le système de missiles de croisière air-surface JASSM en Ukraine. Ces missiles de croisière portent une ogive de munitions anti-char de 450 kilogrammes, et peuvent être lancés d'une distance de 370 à 925 kilomètres, selon la situation.

Le 25 septembre, Joe Biden a annoncé plus de 8 milliards de dollars en aide militaire pour l'Ukraine, soulignant que cet appui vise à aider l'Ukraine à « gagner la guerre » contre la Russie. Cette aide comprend la première livraison de JSW, des bombes guidées planantes avec une portée de jusqu'à 130 kilomètres.

Le « plan de la victoire » échoué de l'Ukraine

Joe Biden a annoncé cette aide juste avant d'accueillir le président ukrainien, fantoche des États-Unis, Volodymyr Zelenski, pour discuter de son fameux « plan de la victoire ». Aucun détail de ce plan n'a été officiellement annoncé et, pourtant, le *Wall Street Journal* rapporte que « des représentants américains et européens de haut niveau qui connaissant les grandes lignes du plan disent que celui-ci n'offre pas une voie claire vers une victoire ukrainienne, surtout que les forces russes font des avancées lentes mais certaines sur le champ de bataille ».

Le clou du plan, selon le *Wall Street Journal*, serait que les États-Unis donnent le feu vert à l'Ukraine pour qu'il utilise ces armes comme bon lui semble. Cela prêche délibérément à confusion puisque Zelenski propose en fait que les États-Unis assument le déploiement, le ciblage et le contrôle des missiles à longue portée devant être lancés à partir de l'Ukraine vers des cibles non spécifiés en Russie. L'Ukraine n'a pas l'expertise ni la capacité technique requises pour les lancer elle-même advenant que les États-Unis l'« autorisent » à les utiliser « comme bon lui semble ».

Dmitri Kovalevich, dans un article d'*Al Mayadeen*, affirme qu'« un des points du 'plan de la victoire' de Zelenski est que l'OTAN invite officiellement l'Ukraine à en devenir membre ». Cependant, c'est toujours vrai que les États-Unis et l'Allemagne n'appuient pas l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. L'auteur souligne que « le chef sortant de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a dit lors d'un événement organisé pour saluer son départ en Allemagne le 19 septembre, qu'il n'y aurait pas de paix en Ukraine tant et aussi longtemps que Kiev ne devient pas membre de l'OTAN. Mais il a ajouté qu'il n'y a pas présentement consensus au sein des pays de l'OTAN sur les conditions et les dates pour qu'une telle invitation se concrétise ».

Le même auteur souligne aussi que « tôt en septembre, le premier ministre adjoint de l'Ukraine pour l'Intégration euro-atlantique, Olha Stefanyshyna, a témérairement déclaré que l'Ukraine ne devrait devenir membre de l'OTAN qu'à condition que ses frontières de 1991 soit reconnues et enchâssées. Ils sont nombreux parmi les représentants ukrainiens à entretenir ce faux espoir. Ce sont des déclarations extrêmement provocatrices aux oreilles des Russes et des citoyens des anciens territoires ukrainiens, notamment la Crimée et le Donbass. Dans ces régions, la population a vécu plus de dix ans de menaces militaires, de sanctions économiques et de blocus par l'Ukraine au lendemain du coup d'État violent de l'extrême-droite en février 2014.

« Notamment, les citoyens de la région du Donbass (que la Russie reconnaît en tant que républiques russes de Lougansk et de Donetsk) ont subi plus de dix ans d'une guerre civile cruelle menée par Kiev suite au coup d'État avec l'appui de pays de l'OTAN. [...]

« À la suite du coup de 2014 et face à ses répercussions, les citoyens de Crimée et du Donbass ont voté en grands nombres de rejoindre la Fédération de Russie. Le vote final, définitif, a eu lieu au Donbass peu après que la Russie eut commencé son intervention militaire en Ukraine en février 2022. »

L'échec de la visite et de la collecte de fonds de Zelenski en Europe

Le 10 octobre, Zelenski a entrepris une visite surprise de 48 heures en Europe, s'arrêtant à Londres, Paris, Rome et Berlin, à la recherche de plus d'aide militaire et financière de l'Europe et pour promouvoir son « plan de la victoire ».

Après sa rencontre avec Zelenski, le premier ministre du Royaume-Uni Kir Starmer a dit qu'il était important que le Royaume-Uni fasse preuve d'« engagement continu » et que la réunion avec Zelenski avait permis d'« étudier le plan et d'en discuter plus en détail ».

Lors de sa réunion avec le nouveau secrétaire général de l'OTAN et ancien premier ministre

hollandais Mark Rutte, Zelenski a à nouveau soulevé la question de missiles à longue portée contre la Russie, loin de la zone de combat. Rutte a répondu que « sur le plan juridique, c'est possible, puisque légalement l'Ukraine a le droit d'utiliser ses armes pouvant atteindre des cibles en Russie, si ces cibles représentent une menace pour l'Ukraine ». Il a cependant ajouté que la décision de fournir de telles armes relevait ultimement des alliés individuels. Rutte et le Royaume-Uni ont fait la mise en garde de ne pas exagérer l'importance au rôle des missiles à longue portée dans ce conflit.

En Allemagne, Zelenski a été rabroué par le chancelier Olaf Scholz. Le quotidien allemand *Bild* a dit que les demandes de Zelenski n'ont pas été écoutées. Selon l'article, pendant ces réunions Zelenski a surtout cherché à obtenir auprès des dirigeants occidentaux les missiles de croisière Taurus d'une portée de 500 kilomètres de l'Allemagne et d'accélérer le processus d'accession de l'Ukraine à l'OTAN. Il a décrit le résultat des discussions avec Scholz comme étant « assez faibles » et a dit de la visite de Zelenski que, dans l'ensemble, elle a été un échec.

Bien que Scholz n'ait pas catégoriquement rejeté les demandes de Zelenski, le chancelier a évité de s'engager à fournir des missiles à longue portée ou à faire avancer l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, laissant Zelenski dans le vague pour ce qui est de ses demandes.

La réponse russe

Au mois de mai, les États-Unis et d'autres pays de l'OTAN ont autorisé le recours à leurs armes pour directement attaquer des cibles militaires en Russie. La Grande-Bretagne, sous le gouvernement conservateur de Rishi Sunak, avait déjà accordé son autorisation pour l'usage de ses missiles de croisière Storm Shadow depuis plusieurs mois déjà. À ce moment-là, les représentants de la Russie avaient fait valoir que l'Ukraine n'avait pas les capacités autonomes voulues pour utiliser de tels missiles à longue portée – le ciblage et le guidage devaient être fournis par le pays de l'OTAN les ayant expédiés.

Tandis que toute la discussion au sujet d'une participation directe des États-Unis et des pays de l'OTAN dans des attaques en territoire russe ont dominé sur les ondes et les bulletins de nouvelles, lors d'une entrevue avec la télévision russe le 12 septembre, le président russe Vladimir Poutine a dit que ce n'était pas une affaire d'« autorisation » ou d'« interdiction », puisque l'Ukraine le fait déjà à l'aide de drones et d'autres armes. Cependant, lorsqu'il s'agit d'utiliser des armes de précision à longue portée fabriquées en Occident, c'est tout autre chose, a-t-il dit.

Le président russe a réitéré que « l'armée ukrainienne n'est pas en mesure de mener des frappes de façon autonome au moyen de systèmes de précision à longue portée modernes occidentaux. Elle n'en est pas capable. Cela ne peut se faire qu'avec les renseignements fournis par des satellites que l'Ukraine ne possède pas. Ces données ne sont disponibles qu'à partir de satellites de l'Union européenne ou des États-Unis, autrement dit, de satellites de l'OTAN. Voilà le premier point.

« Le deuxième point et sans doute le plus important, pour ne pas dire crucial, est que seuls les soldats de l'OTAN peuvent planifier des missions de vol pour ces systèmes de missiles. Les soldats ukrainiens ne peuvent pas le faire.

« Il ne s'agit donc pas d'autoriser ou pas le régime ukrainien à frapper la Russie à l'aide de ces armes, mais de savoir si, oui ou non, les pays de l'OTAN sont directement impliqués dans le conflit militaire. Si une telle décision est prise, ce ne sera rien de moins qu'une participation directe de pays de l'OTAN, les États-Unis, des pays européens, dans la guerre en Ukraine. Cela constituerait une participation directe, ce qui, bien sûr, change l'essence même du conflit. Cela voudra dire que des pays de l'OTAN, les États-Unis et des pays européens, sont en guerre contre la Russie. Et si c'est le cas, compte-tenu du changement de la nature même de ce conflit, nos décisions seront prises en fonction des menaces qui pèseront contre nous. »

L'échec de l'Ukraine à reprendre le Donbass

Le 9 septembre, le secrétaire du Conseil de sécurité de la Russie Sergueï Choïgu a dit que les forces russes escaladaient la cadence de leur offensive au Donbass, ayant capturé près de 1000 kilomètres carrés depuis le mois d'août et les premiers huit jours de septembre. « Des données accessibles au public et des rapports des champs de bataille laissent voir que les forces russes au Donbass ont avancé en août au rythme le plus rapide en deux ans », a rapporté Reuters le 10 septembre.

Le 20 septembre, le porte-parole du Kremlin Dmitry Peskov a dit de la défense russe à Koursk : « Notre armée fait ce qu'elle doit faire. Elle va réussir. Le contrôle sera rétabli. » Il a ajouté : « La situation, bien sûr, dans les régions qui sont sous le contrôle de combattants ukrainiens – disons que la situation est extrême. Mais elle sera corrigée en temps opportun. »

Le 2 octobre, la Russie a capturé la ville de Vuhledar lorsque les forces ukrainiennes se sont retirées pour éviter d'être cernées, a rapporté Reuters. « Le contrôle de la ville – qui pour les Russes était une des positions fortifiées ukrainiennes les plus difficiles à percer – est perçu comme étant important pour les deux côtés en raison de sa position sur un terrain élevé et parce qu'elle sied à l'intersection de fronts de combat à l'est et au sud, ajoutant à son importance lorsqu'il s'agit de fournir des « forces » des deux côtés », a écrit Reuters.

Au 3 octobre, même les forces de l'OTAN en appui à l'Ukraine ont reconnu que l'incursion ukrainienne à Koursk a été « une erreur tactique ». Quels que soient les territoires dans les alentours de Koursk que les forces ukrainiennes continuent de contrôler, cela n'a pas détourné un nombre important de troupes russes des autres fronts de combat. La Russie s'est concentrée sur son objectif de s'emparer du Donbass dans sa totalité et continue de progresser.

Présentement, la Russie contrôlerait près de 20 % du territoire ukrainien.



1er octobre : Assermentation de la première femme présidente du Mexique

Une journée historique dans la vie du peuple mexicain

– Claude Brunelle –

Le 1er octobre, Claudia Sheinbaum est devenue la première femme présidente du Mexique. Pour la première fois depuis l'indépendance du pays en 1821 et pour la première fois depuis l'invasion du Mexique par les Espagnols et leur élimination brutale du mode de vie et du pouvoir des autochtones il y a 513 ans, une femme est à la tête du gouvernement. Elle gouverne un pays de plus de 130 millions d'habitants.

Lors de l'élection présidentielle du 2 juin dernier, Claudia Sheinbaum, candidate pour la Coalition Sigamos Haciendo Historia (Continuons de faire l'histoire), formée du Parti Morena, Parti du travail et Parti vert, a remporté la victoire avec 59,76 % du suffrage, soit presque 36 millions de votes. Elle a mené sa campagne sous le mot d'ordre : « Construisons le deuxième pont de la quatrième transformation » et avec l'engagement de continuer sur les pas du nouveau régime qui se base sur l'humanisme mexicain.

Les mots d'ordre de la campagne étaient entre autres : « Pour le bien de tous, les pauvres en premier », « Avec le peuple tout, sans le peuple rien », « Non à la corruption ». Elle s'est engagée à poursuivre les politiques sociales et le programme économique initiés par le président Andres Manuel Lopez Obrador au pouvoir depuis 2018.

Physicienne et scientifique de renom, Claudia Sheinbaum a été cheffe du gouvernement de la capitale du Mexique de décembre 2018 à juin 2023.



Le matin du 1er octobre, après avoir prêté serment de servir le peuple et la nation devant le Congrès, la nouvelle présidente s'est rendue devant le Palais national, sur la place du Zocalo (le grand espace devant la cathédrale, le Palais national et les immeubles gouvernementaux), où l'attendaient des dizaines de milliers de Mexicains venus célébrer son élection comme présidente du pays.

Le Zocalo débordait de partout et, dans les rues environnantes, des écrans avaient été installés pour permettre à la foule de l'entendre. Lors d'une cérémonie présidée par des représentants des peuples autochtones, elle a reçu les insignes du pouvoir. Par la suite, elle s'est adressée au peuple mexicain, accompagnée par une femme de chacun des 63 peuples autochtones du Mexique.

Des célébrations ont aussi eu lieu partout au pays, la journée ayant été décrétée jour férié.

Pendant près de deux heures, la nouvelle présidente a présenté son programme intitulé *100 étapes vers la transformation, 2024-2030*. Un élément significatif pour le peuple, est qu'il poursuit l'application du programme mis en place par son prédécesseur, qui inclut entre autres la pension universelle pour toutes les personnes âgées, la pension universelle pour toutes les personnes handicapées, les bourses d'études universitaires et collégiales, les programmes d'assistance aux petits fermiers, les soins de santé publics et les médicaments gratuits. De plus, elle a annoncé que dès le 3 octobre, toutes les femmes de 63 et 64 ans seront enregistrées afin qu'elles puissent recevoir dès janvier 2025 un revenu bimensuel d'assistance économique. Elle a poursuivi en annonçant l'octroi des bourses d'études à tous les étudiants du secondaire et du primaire, en commençant par les étudiants du secondaire en novembre et décembre, de même que l'embauche de 20 000 médecins, infirmières et infirmiers qui auront la responsabilité de visiter maison par maison toutes les personnes âgées afin de leur assurer un service de santé adéquat.

Un ministère de la Femme a été créé qui aura comme principal objectif de garantir les droits des femmes, incluant l'égalité salariale, le droit à l'assistance spécifique aux femmes de toutes les communautés autochtones afin qu'elles reçoivent les soins et l'éducation auxquels elles ont droit. Avec le ministère de la Sécurité, le ministère de la Femme luttera contre la discrimination et le féminicide.

Sur le plan des infrastructures, son gouvernement poursuivra le plan de développement de

modernisation du transport ferroviaire en ajoutant 3000 kilomètres de services de transport de passagers, l'extension du chemin de fer passant par les terres des Maya, appelé Train Maya, jusqu'à la frontière du Guatemala; la poursuite de la construction des routes artisanales entreprises par les communautés vivant dans la sierra (les montagnes). Au niveau de l'éducation, l'accès à l'université sera facilité et étendu à travers toute la république et les examens d'entrée à l'université pour la région métropolitaine de la capitale seront abolis.

Après avoir souligné l'adoption de la réforme constitutionnelle garantissant les droits des peuples autochtones, la nouvelle présidente s'est engagée à la mettre en place en commençant par l'octroi de fonds économiques à chacune des communautés pour permettre leur développement autonome aux niveaux économique et culturel.

Sur le plan de la politique d'autosuffisance énergétique du Mexique, elle s'est engagée à limiter la production de pétrole à 1,8 million de barils de pétrole par jour afin de garantir le besoin national et à développer les énergies renouvelables dans l'esprit de la protection de l'environnement.

Au niveau de la politique étrangère, elle s'est engagée à poursuivre la politique de non-ingérence dans les affaires internes des autres pays, à défendre la souveraineté des peuples, à s'opposer à toute sanction ou blocus économique d'un pays envers un autre et d'œuvrer pour la paix. Son gouvernement travaillera à la collaboration avec les autres pays, mais sans jamais se soumettre à quiconque, a-t-elle dit.

Une réforme du système électoral qui renforce la démocratie participative, la révocation des mandats, la décision du peuple par le biais de consultations, a été entreprise et sera poursuivie, a-t-elle poursuivi. Cela comprend la réduction des coûts de l'Institut national électoral et du tribunal électoral, et l'élection des conseillers électoraux et des magistrats par le vote populaire.

Une initiative de réforme constitutionnelle pour récupérer le slogan qui a donné naissance à la révolution mexicaine et qui a été incorporé dans la Constitution de 1917, *Suffrage effectif, pas de réélection*, a été lancée. Il ne devrait pas y avoir de réélection à aucun poste élu à partir de la prochaine élection présidentielle en 2030, a-t-elle expliqué.

Claudia Sheinbaum s'est également engagée à mettre en application la réforme constitutionnelle du système judiciaire adoptée en septembre 2024 qui prévoit l'élection des magistrats à la cour suprême et des juges par vote populaire dès le mois juin 2025.

Le 2 octobre, elle a débuté la journée à 6 h avec une rencontre de ses ministres, suivie de la première conférence de presse publique télévisée de 7 h à 9 h. Elle a annoncé qu'elle quittait la ville de Mexico pour se rendre à Acapulco pour diriger l'aide à toutes les municipalités inondées de la région par le cyclone John ces derniers jours.



Les répercussions génocidaires du blocus des États-Unis contre le peuple cubain

La plus récente mise à jour des dommages causés par le blocus illégal des États-Unis

Le 12 septembre, le membre du Bureau politique et ministre cubain des Relations extérieures, Bruno Rodriguez Parrilla, a présenté à la presse nationale et étrangère le plus récent rapport sur les dommages causés par le blocus le plus long et le plus complet de l'histoire.

Le rapport, intitulé *Tumba el bloqueo* (Lever le blocus), couvrant la période de mars 2023 à février

2024, offre une information objective et de précieuses données qui illustrent encore plus la nécessité de dénoncer cette grave injustice qui fait vivre au peuple cubain ses moments les plus difficiles depuis les premiers jours de la Révolution, y compris la Période spéciale des années 1990.

Du 1er mars 2023 au 29 février 2024, le blocus a causé à Cuba des dommages et des préjudices matériels estimés à 5,06 milliards de dollars, soit une augmentation de 189,8 millions de dollars par rapport au chiffre précédent. Ce chiffre représente plus de 421 millions de dollars par mois, plus de 13,8 millions par jour, plus de 575 683 dollars par heure. À prix courant, les préjudices accumulés en plus de soixante ans de blocus se montent à 164,14 milliards de dollars. Fort de ces chiffres, le ministre a affirmé que sans le blocus, le PIB de Cuba aurait enregistré en 2023 une croissance, à prix courant, d'environ 8 %.

Le ministre des Relations extérieures a souligné que l'offensive contre le tourisme, les prétendues attaques sonores contre des diplomates étasuniennes, inventées de toutes pièces pour taxer Cuba de pays dangereux, les actions contre les accords de coopération médicale internationale de Cuba, entre autres, répondent à une conception coercitive perfectionnée qui vise à interdire l'entrée des revenus dont le pays a besoin pour répondre aux besoins croissants de la population.

« Certes, toutes les difficultés de la société cubaine ne découlent pas uniquement du blocus, mais ce serait pécher contre la vérité que de ne pas le reconnaître comme le principal obstacle à notre développement. Aucun pays, même à économie bien plus prospère et robuste que l'économie cubaine, ne pourrait faire face à une agression si impitoyable, si asymétrique et si prolongée sans avoir à payer un coût considérable en matière de niveau de vie de la population, de stabilité et de justice sociale. Ce coût saute aux yeux quand on voit les carences de toute sorte dont souffrent les Cubains, en aliments, médicaments, carburants, moyens de transport, en détérioration d'autres services essentiels », a-t-il dit.

Dans l'introduction du rapport, il est souligné : « Ces dernières années, et surtout ces derniers mois, Cuba souffre plus que jamais des effets du vieillissement de la population et de la forte émigration qui touche les segments les plus jeunes de la société cubaine. La situation serait très différente si l'administration Trump n'avait pas durci le blocus à un niveau sans précédent et si l'administration Biden n'avait pas poursuivi cette politique de pression maximale. La partie étasunienne ne saurait le nier. Le blocus est un crime contre l'humanité, un acte génocidaire, une violation flagrante, massive et systématique des droits humains de plus de onze millions de Cubaines et Cubains. C'est une politique punitive cruelle. »

Le ministre Rodriguez a affirmé qu'il est inacceptable que l'administration étasunienne fasse la sourde oreille à l'appel de la communauté internationale, qui lui demande de lever cette politique illégale et inhumaine, comme le prouvent les 31 résolutions que l'Assemblée générale des Nations unies sur la nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba.

Pour lire le [*rapport intégral*](#).



L'ingérence étrangère visant à déstabiliser le Venezuela

Des actions méprisables des États-Unis et du Canada pour fomenter la contrerévolution

– Margaret Villamizar –

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) condamne les États-Unis et le Canada qui cherchent encore une fois à fomenter la contrerévolution au Venezuela. Ils organisent des individus de l'opposition appuyée par les États-Unis et les incitent à fomenter un coup d'État contre le gouvernement du président Nicolas Maduro. Celui-ci a défait leur candidate et a été réélu pour un troisième mandat à l'élection présidentielle du 28 juillet.



Tout comme ils l'ont fait lorsque Maduro a été élu en 2013 et réélu en 2018, ces instigateurs du coup d'État se sont mis à crier à la fraude dès qu'une tendance irréversible en faveur de

Maduro a été confirmée par le Conseil électoral national (CEN), peu après minuit le soir des élections. Leurs accusations ont été suivies d'une campagne de terreur et de destruction partout au pays, menée par des éléments criminels à la solde de ces élites et souvent sous l'influence de la drogue, posant en « travailleurs de campagne électorale » de l'opposition. Non seulement ont-ils attaqué les gens dans la rue, ils ont vandalisé des écoles, des universités, des centres de santé et d'autres propriétés publiques et privées, mis le feu, profané des symboles nationaux et détruit des monuments et des statues dédiés aux héros nationaux, y compris plusieurs monuments rendant hommage au président Hugo Chavez.

Plusieurs mois avant l'élection du 28 juillet, les dirigeants de la Plateforme unitaire démocratique (PUD), composée de partis ayant appuyé le candidat Edmundo Gonzalez Urrutia, avaient préparé le terrain pour crier à la fraude électorale si leur candidat ne l'emportait pas. Gonzalez a été un remplaçant de dernière minute lorsque la candidature de la véritable dirigeante des instigateurs du coup, Maria Corina Machado, a été interdite en raison d'un lourd passé de conspiration avec les États-Unis visant à déstabiliser le Venezuela et y inciter un violent changement de régime.

Le 2 août, les résultats officiels ont été publiés par le CEN, fondés sur 96,87 % des données transmises par les bureaux de scrutin. Ils ont confirmé la réélection du président Nicolas Maduro, qui a reçu 51,95 % des votes et Gonzalez, 43,18 %. Le taux de participation aux élections a été de 59,97 %. Le président du CEN a souligné que la transmission des résultats par les bureaux de scrutin partout au pays avait été retardée par des attaques cybernétiques menées à partir de localités partout dans le monde contre les systèmes du CEN. Il a informé que le délai était aussi dû aux conséquences d'actes violents commis immédiatement après la publication des premiers résultats électoraux, dont du vandalisme dans les bureaux régionaux du CEN, dont certains ont été incendiés, dans les bureaux de scrutin et les centres d'urgence de transmission des résultats, où l'équipement et le matériel électoraux ont aussi été incendiés.

Pendant ce temps, le site web de l'ONG fondée par Machado et liée à son parti a publié ce qui était censé être le téléchargement des « vraies » listes de résultats générés par les machines électorales électroniques aux bureaux de scrutin partout dans le pays, « prouvant » ainsi que son candidat l'avait remporté haut la main. En dépit du fait que des analyses d'experts ont amplement démontré que ces « résultats » étaient des versions falsifiées des originaux, ils ont continué d'être brandis comme « preuve » irréfutable que le candidat appuyé par les États-Unis avait remporté l'élection !

Entretiens, celui-ci s'est enfui en Espagne, sans doute pour s'éloigner le plus possible de l'emprise de sa patronne extrémiste.

La véracité des résultats officiels rapportés par le CEN a depuis été confirmée par la Chambre électorale de la Cour suprême à la suite d'une révision, et le seul candidat qui a refusé d'y participer est Gonzalez. Lui, ainsi que d'autres candidats et représentants de partis qui l'avaient appuyé dans le PUD et qui se sont présentés à la Cour suprême, ont tous dit qu'ils n'avaient pas eu accès aux feuilles de comptage fournies à leurs agents de scrutin et n'avaient pas participé à la numérisation et au téléchargement sur le site web qui ont servi de « preuve » de la victoire de Gonzalez.

En outre, les autorités vénézuéliennes ont rapporté que 27 personnes avaient été tuées et près de 200 blessées entre le 28 et le 29 juillet, avant que le calme ne soit rétabli et des centaines de saboteurs violents arrêtés et qui sont sous enquête et accusés d'incitation à la haine, de refus de respecter l'autorité et, dans certains cas, de terrorisme. Bien sûr, les architectes américains du coup tentent de blâmer le gouvernement vénézuélien pour les meurtres et l'accusent de répression, d'abus des droits humains et d'avoir arrêté de façon arbitraire des manifestants pacifiques exigeant leurs droits démocratiques. Les gouvernements canadien, européens et autres, qui suivent la ligne des États-Unis sur le Venezuela, ont aveuglément répété cette version des événements, et continuent de le faire. Ils refusent toujours de prendre en compte les faits qui ont été confirmés au cours des derniers mois, y compris les nombreuses attaques cybernétiques venant de l'extérieur du pays et menées contre des institutions d'État pendant et après les élections, ainsi qu'un complot terroriste visant à assassiner le président Maduro, complot dont le principal acteur serait un Navy Seal américain en service et impliquant plusieurs collaborateurs liés aux agences de renseignement de l'Espagne, qui sont tous détenus et qui passent maintenant aux aveux.

Il est intéressant de noter que l'élite dirigeante aux États-Unis prétend vouloir une transition pacifique du pouvoir peu importe qui remportera l'élection présidentielle. Les partisans du camp Biden-Harris en font un enjeu important de leur campagne. Par exemple, le responsable de la campagne de Kamala Harris a récemment déclaré : « Pendant quatre ans, Donald Trump et ses alliés du MAGA cherchent à semer la méfiance envers nos élections et à miner notre démocratie pour qu'ils puissent se mettre à protester lorsqu'ils perdront. » Pour tenter de prolonger les accusations de subversion criminelle des élections fédérales contre Trump et aux yeux du public, les procureurs américains ont fait connaître le procès qu'ils tenteront de mener devant les tribunaux après les élections. Ainsi, Trump serait accusé d'avoir « eu recours à des actes criminels » pour tenter de renverser sa défaite lors des élections de 2020 et d'avoir toujours eu l'intention de se déclarer vainqueur indépendamment des résultats, et qu'il s'était préparé bien avant le jour des élections. Il serait aussi accusé d'avoir consciemment propagé des fausses accusations au sujet du vote. Ce sont ces élites américaines et leur État qui sont coupables de crimes haineux alors qu'ils tentent d'escroquer le peuple vénézuélien et d'imposer une « transition » violente à un gouvernement qu'ils n'ont pas élu. Au Canada, le gouvernement Trudeau, qui voit de « l'ingérence étrangère » dans les élections et la politique canadiennes dans sa soupe, est complice de ces activités méprisables.



Occupation militaire étrangère d'Haïti pour une « transition démocratique »
Échec des États-Unis à obtenir la bénédiction de
l'ONU pour une opération de maintien de la paix

– Christine Dandenault –

Le 30 septembre dernier, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté à l'unanimité la résolution 2751 (2024) pour proroger le déploiement de la mission multinationale d'appui à la

sécurité (MMAS) en Haïti, dirigée par le Kenya, pour une nouvelle période de 12 mois, soit jusqu'au 2 octobre 2025. Les États-Unis cherchent à transformer la mission en une opération de maintien de la paix de l'ONU, soit une force d'occupation complète sous les auspices de l'ONU, pour renforcer ses capacités et obtenir un financement plus stable, et aussi pour écraser la lutte du peuple haïtien pour sa souveraineté. Ils n'ont pas encore réussi.

Pour ce faire, le 5 septembre dernier, le secrétaire d'État américain Anthony Blinken s'est rendu en Haïti pour demander la formation d'un conseil électoral, l'organisation d'un référendum sur une nouvelle constitution et l'organisation d'élections nationales. Il est arrivé à Port-au-Prince deux mois après l'envoi des policiers kenyans en Haïti. Il a annoncé que son administration sortante donnerait 45 millions de dollars d'aide d'asservissement dite humanitaire à Haïti et a passé ses ordres au Conseil présidentiel de transition (CPT) et au premier ministre intérimaire Garry Conille.

C'est une caravane de véhicules blindés qui a transporté Blinken aux réunions, qui se sont tenues à l'ambassade américaine fortifiée et à la résidence de l'ambassadeur des États-Unis.



Au nom de la sécurité, de la stabilité et du respect des droits humains, sous domination étrangère, Blinken a vanté les efforts de l'administration Biden pour que soit renouvelée la Loi HOPE/HELP – HOPE (Haitian Hemispheric Opportunity through Partnership Encouragement) / HELP (Haitian Economic Lift Program). Cette loi qui expire en 2025 accorde un traitement préférentiel aux importations de vêtements, produits textiles et certains autres articles provenant d'Haïti exempts des droits de douane. Elle permet l'accès au marché américain, hors taxes, à environ 1500 produits (totalisant 5000 articles exempts de taxes admissibles aux termes du Système généralisé de préférences (SGP). Elle représente une mesure pour l'exploitation accrue à bon marché de ce secteur et des ateliers de misère haïtiens, les compagnies étant invitées à profiter de cette loi pour se lancer dans les affaires en Haïti.

Le porte-parole du département d'État Matthew Miller a dit : « En Haïti, le secrétaire d'État va rencontrer le coordinateur du Conseil de transition présidentielle, Edgar Leblanc fils, et le premier ministre, Garry Conille, pour discuter des étapes à venir dans la transition démocratique d'Haïti et du soutien américain à travers l'aide humanitaire et les efforts de stabilisation dirigés par les Haïtiens. Il rencontrera aussi la direction de la mission multinationale de soutien, en mettant de l'avant le soutien américain pour rétablir la sécurité en Haïti et en soulignant aussi l'importance de promouvoir le respect des droits humains. » Le laïus habituel qui ne trompe personne.

Le gouvernement des États-Unis affirme qu'il ne fournit pas de troupes à cette force, mais il en est le principal contributeur financier et en équipements. Des forces du Kenya sont sur place et le 12 septembre, policiers et militaires de la Jamaïque et du Belize sont arrivés. La Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) est « désormais une mission entièrement multinationale », a déclaré le commandant kényan Godfrey Otunge, le 12 septembre à leur arrivée, lors de la cérémonie de bienvenue à l'aéroport de Port-au-Prince. Quelques semaines plus tôt, des fonctionnaires taïwanais remettaient à Garry Conille et Rameau Normil, directeur de la Police nationale d'Haïti, 400 gilets pare-balles, frappés du drapeau taïwanais. Il semble que d'autres troupes de pays africains et des Caraïbes afrodescendants sont sur la ligne de départ. Tout cela est utilisé comme tentative de justification pour que la MMAS soit transformée en mission de paix de l'ONU. Le fait demeure que c'est une occupation militaire par procuration des États-Unis/Core

Group pour maintenir leur domination en Haïti et dans la région, et ce, depuis plus de 20 ans, depuis le coup d'État contre Jean-Bertrand Aristide.

Pendant ce temps, le gouvernement Trudeau a poursuivi son rôle de conciliateur en appui aux visées des États-Unis. C'est lui qui a oeuvré à la mise sur pied du dysfonctionnel Conseil présidentiel de transition (CPT) par ses interventions auprès du CARICOM. Un accord politique a été signé le 7 avril pour permettre l'entrée en fonction du CPT comme mécanisme de transition de 22 mois jusqu'au 7 février 2026. Le CPT est constitué de sept présidents en transition qui jouent à la chaise musicale aux 3 à 5 mois. Le 7 octobre, Leslie Voltaire, du Parti Lavalas, est devenu le nouveau président du CPT lors d'une cérémonie de « passation de pouvoir » du président sortant, Edgar Leblanc Fils.

Plus encore, le 24 septembre dernier, Justin Trudeau a réuni des dirigeants mondiaux, lors d'un panel, dans le but d'appeler la communauté internationale à agir en faveur d'Haïti. Ce panel a eu lieu dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies. Étaient présents le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et la secrétaire générale adjointe des Nations unies, Amina J Mohammed. « Nous devons veiller à ce que tout le monde, en particulier la prochaine génération d'Haïtiens, se voie offrir un avenir meilleur et plus brillant », a dit le premier ministre du Canada. L'ambassadeur du Canada auprès des Nations unies, Bob Rae, préside ce groupe consultatif ad hoc.



Manifestation sur la colline du Parlement à Ottawa le 29 février 2024

Ces récentes activités et manoeuvres sont condamnées et dénoncées fermement par le peuple haïtien qui lutte pour mettre fin à toute ingérence, domination, corruption et diktat des États-Unis avec la participation active de la France et du Canada. Le peuple haïtien exprime clairement son opposition à toute intervention et ingérence étrangère, qu'il refuse tout ce qui est ONG, MINUSTA, BINUH et ONU qui n'ont apporté que chaos, misère, tueries, choléra et tant d'autres crimes au peuple haïtien. Il sait très bien que l'instabilité et l'insécurité totale auxquelles il est confronté à tous les jours a comme source l'occupation, l'ingérence et le diktat étrangers, dont les « gangs » les plus puissantes du pays sont des filiales des États-Unis eux-mêmes : le Bureau intégré des Nations unies (BINUH) et le Core Group, les deux entités coloniales qui mènent le pays depuis le coup d'État de 2004.

Du fait de sa riche histoire, le peuple haïtien n'acceptera jamais la soumission et la servitude à une quelconque puissance étrangère. Les traditions révolutionnaires du peuple haïtien remontent à 1791, lorsque le peuple asservi de la colonie française de Saint-Domingue s'est soulevé dans une résistance organisée pour renverser l'esclavage et le pouvoir colonial.

Soutenons le peuple haïtien dans l'affirmation de ses droits et de sa souveraineté et exigeons du Canada qu'il cesse son ingérence en Haïti et qu'il verse des réparations pour son rôle criminel dans le coup d'État de 2004 et tous ses autres méfaits contre le peuple.

États-Unis, Canada, France, Core Group, hors d'Haïti !



Le « Fonds » de la Grande-Bretagne

Le programme économique anti-travailleurs du gouvernement travailliste pour payer les riches

– Hilary LeBlanc –

Un des principaux aspects du programme promu par le Parti travailliste de Grande-Bretagne, tel qu'annoncé lors du discours du Trône à l'ouverture du Parlement le 17 juillet et depuis ce temps, est le *Projet de loi sur le fonds national*[1]. En tant qu'initiative de la nouvelle chancelière du gouvernement travailliste Rachel Reeves et de l'ancien gouverneur de la Banque du Canada et de la Banque d'Angleterre Mark Carney, le groupe de travail pour le Fonds national est composé de Carney et des PDG de la banque Barclays et de la compagnie d'assurances Aviva[2].



Il s'agit d'un stratagème pour payer les riches de plusieurs milliards de livres qui consiste à détourner des fonds publics à des intérêts privés. Le fonds passera par la Banque de l'infrastructure et la Banque britannique des entreprises actuelles pour générer des ententes publiques-privées dans les secteurs de l'industrie, portuaire et de l'énergie dite renouvelable. Le Fonds serait un élément crucial pour la résolution des problèmes touchant à l'environnement, à l'infrastructure et aux investissements, mais c'est en fait la plus récente version de stratagèmes publics-privés qui font maintenant partie du principal arrangement économique néolibéral et sont un facteur clé de la politisation d'intérêts privés. L'institution financière est créée pour organiser de nouveaux partenariats publics-privés, poursuivant l'offensive antisociale et lui inspirant un nouveau souffle en changeant encore plus les arrangements de l'État à l'avantage d'intérêts privés.

La chancelière avance de vieux mots d'ordre comme « investissements et réformes ». Par le passé, ces mots d'ordre ont fait en sorte que les programmes sociaux ne recevraient désormais de l'investissement que s'ils étaient ouverts aux forces du capital et du marché. Maintenant ils sont mis de l'avant pour déclarer que les investissements d'État dans leur ensemble – en particulier dans les infrastructures – ne seront possibles que si l'État lui-même est restructuré. Le nouveau fonds doit servir à renforcer ce principe.

« La croissance est maintenant notre mission nationale », a déclaré Reeves lors d'un discours à Londres le 8 juillet après qu'elle eut été nommée chancelière par le premier ministre Keir Starmer du nouveau gouvernement travailliste. Pendant ce temps, un immense déficit budgétaire a été annoncé, laissant entrevoir des compressions dans, par exemple, les projets routiers et de chemins de fer. Les régimes de retraite seront ciblés, et le *Projet de loi sur les stratagèmes pour les régimes de retraite* – qui facilite la consolidation des régimes de retraite qu'on appelle « pots » – fait partie des préparatifs en ce sens. Selon ce plan, l'argent des régimes de retraite doit être investi dans des

compagnies non inscrites à la cote officielle, et des changements sont promus qui augmenteront les impôts sur les régimes de retraite.

Les projets d'infrastructure

Le fonds jouera le rôle clé d'appuyer les projets d'infrastructure et de construction domiciliaire tout en fournissant aux détenteurs de capital une opportunité d'investissement sécuritaire avec des profits garantis. Le fait que le gouvernement abandonne les petits investissements pour passer aux investissements importants est évident dans le *Projet de loi sur la planification et l'infrastructure*. L'objectif de ce projet de loi est d'augmenter le nombre de nouvelles maisons à chaque année et de simplifier le processus d'approbation des principaux projets d'infrastructure en accélérant le temps d'attente pour les permis de planification. Le gouvernement a souligné que le projet de loi sur la planification restreindrait la possibilité pour les gens dans les localités d'empêcher de nouveaux développements. De façon malhonnête, il a tenté de dissimuler la concentration du pouvoir visant à éliminer le rôle du peuple en laissant entendre que c'est le peuple qui cherche à empêcher le développement local. L'engagement démocratique toucherait à « comment, et non si, les maisons et l'infrastructure iront de l'avant », a dit le gouvernement lors du discours du Trône. Le gouvernement compte accorder de nouveaux pouvoirs aux instances publiques qui utiliseraient des bons de commande obligatoires pour l'acquisition de terrains, sans autorisation ministérielle.

Le contrôle de l'énergie

Avec la construction domiciliaire, l'autre aspect du projet d'infrastructure du programme économique touche à l'énergie « verte », principalement sous forme d'éoliennes et d'énergie nucléaire.

Le *Projet de loi sur l'énergie de la Grande-Bretagne* créera Énergie de la Grande-Bretagne (GB Energy), une société d'État qui siègerait en Écosse et qui gèrerait divers projets énergétiques à grande échelle. Le Domaine royal, le domaine public de la monarchie, avec son portefeuille foncier et immobilier d'une valeur de 16 milliards de livres dû à un « droit héréditaire », ainsi que ses liens financiers, collaborera avec la nouvelle compagnie pour attirer 60 milliards de livres en investissements privés. Le *Projet de loi sur le domaine royal* a été présenté en ce sens.

L'objectif du Domaine royal serait « de créer une prospérité durable et partagée pour la nation ». Ses fonds proviennent de « terres de la Couronne, de droits féodaux (actualisés à partir des droits d'accise héréditaires de 1660), des profits des Postes, des permis, etc., des revenus temporaires provenant des impôts accordés au roi pour un période d'un an ou pour la vie ».

Selon l'information au sujet du Domaine royal, chaque année, le profit net sur son revenu sera versé au Fonds consolidé du Royaume-Uni, où il sera ajouté aux fonds provenant des impôts généraux » et mis « à la disposition du Trésor qui peut s'en servir pour le bien de la nation ». Ce qui est bien pour la nation est, bien sûr, décidé par les élites dirigeantes qui, par le biais de leurs positions de pouvoir et de privilège, agissent pour le bien d'intérêts privés étroits, présentés comme étant les intérêts de la nation. Les gens qui constituent la nation n'auront pas droit au chapitre.

Comme le dit le gouvernement britannique, « investir dans les projets énergétiques en partenariat avec le secteur privé...fera en sorte que le secteur public jouera un tout nouveau rôle à entreprendre le travail préparatoire de développement pour les projets éoliens en mer. Cela réduira les risques pour les entrepreneurs de futurs projets éoliens en mer... »

Le gouvernement aspire à ce que la Grande-Bretagne devienne une « superpuissance de l'énergie verte » en faisant de la Grande-Bretagne, qui contrôlerait l'énergie éolienne, une plaque-tournante de corridors énergétiques mondiaux. Bâtir des chaînes d'approvisionnement dans tout le pays serait donc la fonction première de GB Energy. Dans la même veine, le *Projet de loi sur le combustible*

durable pour l'aviation présente un nouveau stratagème pour payer les riches, déguisé en projet de décarbonisation du voyage aérien mais visant aussi « l'indépendance énergétique » et faisant de la Grande-Bretagne une superpuissance énergétique.

Workers' Weekly, le quotidien du Parti communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste) dit de ce stratagème que c'est une nouvelle version de « redonner à la Grande-Bretagne son ancienne gloire ». C'est un programme pro-guerre et il n'a rien de vert », souligne le parti.

« En effet, l'ancien gouvernement de Sunak avait déclaré plus tôt cette année que la Grande-Bretagne serait le premier pays européen à produire de l'uranium faiblement enrichi à haute teneur (HALEU), une remise en question directe de la dominance russe dans le marché des combustibles nucléaires. Les États-Unis ont aussi des investissements dans ce nouveau combustible. Le gouvernement Starmer n'abandonne aucunement ce projet, et a lancé une compétition pour l'obtention de 70 millions de livres de financement. Et il le fait en dépit des avis voulant que ce type d'uranium puisse servir à la fabrication d'armes. ».

« Tandis que ces projets de loi sont adoptés au parlement, le *Projet de loi sur les droits de l'emploi* est aussi promu comme une protection des travailleurs au nom de « Faire payer le travail ». C'est un véritable tour de force pour imposer la flexibilité du travail et forcer les travailleurs à se plier à toutes sortes de règlements au nom de défendre leurs droits. Une des dispositions en ce sens est :

« Nous prévoyons une nouvelle période de probation obligatoire pour les nouveaux employés d'une entreprise. Cette mesure permettra de faire une bonne évaluation de la compatibilité de l'employé dans son nouveau rôle en plus de faire connaître aux employés leurs droits dès le premier jour. Nous allons consulter sur la longueur de la période, quoique la préférence du gouvernement est de neuf mois ».

Workers' Weekly souligne : « Selon le gouvernement, le problème en est un d'investissement, lesquels sont nécessaires à la croissance, et ces investissements requièrent des stratagèmes pour payer les riches et veiller à ce que le peuple n'ait pas le pouvoir d'intervenir. De leur côté, les travailleurs ne voient pas que payer les riches est la façon de dégager des investissements dans ce dont la société a besoin. Ils se battent plutôt pour leurs réclamations individuelles, collectives et sociales, développant un mouvement sous la bannière « Assez, c'est assez ! ». Leur programme indépendant est d'arrêter de payer les riches et d'augmenter les investissements dans les programmes sociaux ».



Notes

1. [Le discours du Trône](#), le 17 juillet 2024
2. Aviva est une compagnie d'assurances britannique multinationale dont le siège social est à Londres, en Angleterre. Elle a près de 19 millions de clients dans ses marchés clés au Royaume-Uni, en Irlande et au Canada.

(*Workers' Weekly*, le 11 août 2024)



La lutte pour le pouvoir de décider en Inde
Les fermiers continuent de faire valoir
leurs revendications
– J. Singh –



Une mahapanchayat à Uchana, 14 septembre 2024

En Inde, les fermiers qui se battent sans relâche pour la reconnaissance de leurs réclamations font savoir qu'ils ne sont pas dupes de la constitution par la Cour Suprême de l'Inde d'un comité chargé d'examiner leurs doléances. Ces demandes sont bien connues et ont été examinées à maintes reprises. Il s'agit d'une nouvelle tentative de l'élite dirigeante de faire diversion et d'attaquer les fermiers.

Les fermiers de toute l'Inde ont célébré le 117^e anniversaire de la naissance de Bhagat Singh le 27 septembre, avec des rassemblements, des manifestations et des assemblées dans les villages, les villes et les sièges de district, et ont appelé le peuple à intensifier ses luttes pour une vie de dignité et de justice. Ils ont souligné que les paroles de Bhagat Singh se sont avérées prophétiques lorsqu'il a déclaré que notre lutte contre l'injustice se poursuivrait même si les Britanniques partaient et étaient remplacés par des visages bruns, car ils poursuivaient le système de pillage des fermiers et des travailleurs. Les fermiers ont déclaré que ces sahibs bruns de Delhi veulent céder nos terres à Adani, Ambani, Birla, Tata et à d'autres entreprises. Ils ont dénoncé l'ancien ministre en chef de l'Haryana qui a déclaré que ceux qui manifestent ne sont pas de vrais fermiers. Ils ont également appelé la population à la vigilance, car l'État des grandes entreprises tente de noyer leurs luttes dans le sang en orchestrant des violences fondées sur la religion, la langue et la caste.



Depuis que les Britanniques ont promulgué la réforme agraire de 1789, d'innombrables comités et réformes ont vu le jour, mais leur objectif a toujours été de piller les fermiers. Ceux-ci savent que l'objectif du gouvernement est de voler leurs terres et de les donner à Adani, Ambani et d'autres entreprises. Ils sont déterminés à ne pas se laisser faire. Des *mahapanchayats* (assemblées de masse) sont appelées à Shambhu, Khanauri, Sisauli, Sangrur et dans des centaines d'autres villes et sièges de district pour renforcer l'unité et les organisations des fermiers.

Des milliers de fermiers ont manifesté dans le Madhya Pradesh pour réclamer le prix minimum de soutien (MSP) pour le soja. L'administration a tenté de les empêcher de se rassembler dans les marchés aux grains, mais les fermiers ont fait remarquer que les marchés aux grains sont leur lieu de vie et que personne ne peut les empêcher de s'y rassembler. Ils ont souligné que toutes les politiques du gouvernement central consistent à donner les terres aux entreprises et à enfermer leurs rotis dans leurs Tijories (coffres-forts) pour affamer la population afin de maximiser leurs profits, quel que soit le parti au pouvoir à Delhi. Ils ont décidé qu'aucun dirigeant de parti politique n'était le bienvenu sur leur lieu de travail.

À Malkangiri, en Odisha, des milliers de tribus manifestent depuis le 13 septembre dans plus de 250 *gram sabhas* pour protéger leur *jal, jungle et jameen* (eau, forêt et terre). Ils demandent que la loi sur les droits forestiers leur permette d'obtenir des titres de propriété sur leurs terres. Depuis 2006, aucun des gouvernements n'a appliqué la loi.

Au Bihar, des manifestations sont en cours pour protester contre l'enquête foncière menée par le gouvernement. Les gens protestent contre les fonctionnaires qui versent dans la corruption et inscrivent arbitrairement des données dans le registre officiel afin de chasser les fermiers de leurs terres.

Une manifestation massive a eu lieu à Patiala le 22 septembre pour exiger la libération de Malvinder Singh Mali, militant des droits humains et commentateur politique. Des fermiers, des travailleurs et des étudiants se sont rassemblés et ont dénoncé la criminalisation de la dissidence par le gouvernement du Parti Aam Aadmi (AAP) au Pendjab. L'élite dirigeante utilise tous les partis politiques pour mener des attaques contre les droits des personnes afin de poursuivre son pillage et son oppression. Les Amis de l'Union Bharatiya Kisan aux États-Unis ont déclaré dans un communiqué :

« L'arrestation de Mali représente un autre exemple flagrant du fait que le gouvernement AAP de Bhagwant Singh Mann foule aux pieds les droits humains et criminalise la dissidence pour faire taire ses détracteurs. Les circonstances de son arrestation – une action rapide de la police quelques heures seulement après le dépôt du rapport d'enquête et le refus d'accorder à Mali la possibilité de présenter sa version des faits – constituent une grave injustice et une violation flagrante de la Constitution indienne. Mali critique depuis longtemps les politiques du gouvernement du Pendjab et cette arrestation semble être une tentative directe d'étouffer sa voix.

Au début du mois de septembre, la police de l'Haryana a tenté d'empêcher les fermiers d'organiser une *mahapanchayat* à Uchana en menaçant le responsable de la tente et de la sonorisation et en scellant la frontière avec le Pendjab. Mais les fermiers sont venus par centaines de milliers, brisant tous les blocages et barricades mis en place par le gouvernement. Pour sauver l'Inde, ont-ils déclaré, les fermiers doivent sauver leurs terres que l'élite dirigeante veut céder aux entreprises. Un prix minimum de soutien (MSP) garanti est une nécessité pour sauver l'Inde.

Les fermiers du Punjab et de l'Haryana ont organisé un *rail roko* (barrage de chemin de fer) le 13 octobre pour faire valoir leurs revendications. L'événement a été un succès total. Le gouvernement du Pendjab tente de briser l'unité des fermiers en essayant de « négocier » avec un groupe de fermiers tout en diabolisant les autres. Bien que les fermiers aient apporté leur riz sur les marchés, le gouvernement ne l'achète pas. Il veut les forcer à le vendre à Adani à un prix inférieur. Les fermiers ont dit qu'ils devaient prendre eux-mêmes le contrôle du stockage, de la distribution et de

la commercialisation et créer des mécanismes à cet effet, car le gouvernement et l'État sont complètement à la botte des entreprises. Celles-ci ravagent le Pendjab.



Un barrage ferroviaire le 13 octobre 2024

L'Uttarakhand Kisan Union a appelé une *mahapanchayat* à Haridwar pour le paiement d'arriérés d'un montant de 110 crores de roupies pour les deux dernières années par les sucreries. Ils prévoient manifester à Dehradun et, si leurs demandes ne sont pas satisfaites, ils marcheront jusqu'à Delhi. Depuis des années, les sucreries ont pris l'habitude d'acheter de la canne à sucre sans la payer et le gouvernement est de mèche avec les propriétaires des sucreries, quel que soit le parti au pouvoir. Les fermiers ont déclaré que ces partis n'ont pas de *vichardhara* (idéologie) mais une *kursidhara* (soif de rester au pouvoir).

La sucrerie de Shamli, dans l'Uttar Pradesh, doit plus de 220 000 roupies aux fermiers. Cela équivaut à plus de 36 millions de dollars canadiens. Les fermiers protestent depuis plus d'un mois pour obtenir leur dû et ont annoncé des assemblées de masse le 24 octobre à Bijnor, le 26 octobre à Bulandshehar et le 27 octobre à Allahabad en Uttar Pradesh.

Les fermiers assis à la frontière entre Shambhu et Khanauri depuis 240 jours ont déclaré que leur lutte se poursuivrait jusqu'à la satisfaction de leurs revendications fondamentales. Ils ont déclaré que peu importe le parti au pouvoir, c'est leur lutte qui a forcé le BJP et d'autres partis à parler du MSP et d'autres revendications.

Le gouvernement du Pendjab formé par l'AAP a mis en place une commission de développement du Pendjab dirigée par Seema Bansal du Boston Consulting Group. Elle est chargée d'élaborer des politiques globales pour le Pendjab. Des « experts » grassement payés seront chargés de mettre au point des mécanismes visant à piller les fermiers et les travailleurs. Rien de bon ne sortira de la poursuite de la mise en oeuvre de l'offensive néolibérale destructrice lancée par le gouvernement de Manmohan Singh (2004-2014), qui est à l'origine du transfert actuel des terres et des autres ressources du Pendjab aux entreprises. Des personnes issues de différents secteurs appellent à la dissolution de la commission.

*Andheri raat ka ant kai tay
Kitane zulam tamay*

(La nuit la plus sombre se terminera peu importe combien sombre et opprimante.)



Le militarisme japonais avance sur une voie dangereuse

Le premier ministre se déshonore et déshonore son gouvernement et son pays



Manifestation pour la Palestine lors de la cérémonie du mémorial de la paix à Hiroshima, 6 août 2024

Dans son discours officiel prononcé à l'occasion du 79^e anniversaire du bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki par les États-Unis, le premier ministre japonais Fumio Kishida a refusé d'identifier l'État américain comme auteur de cet acte inhumain ou d'expliquer pourquoi les États-Unis ont agi en violation des lois de la guerre et de la décence. Il n'a pas mentionné une seule fois les États-Unis, mais s'est senti obligé de dénoncer la Russie pour ses « menaces nucléaires ». Le discours de Kishida a montré à quoi le Japon est prêt à s'abaisser pour respecter son alliance militaire agressive avec l'impérialisme américain dont l'objectif est d'encercler et de menacer la Chine, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et la Russie, et de réduire le Japon à une zone de guerre.

Le bombardement atomique du Japon par les États-Unis, alors que les militaristes japonais étaient déjà vaincus et que le monde n'attendait plus que la signature officielle de la capitulation, était le signal que l'impérialisme américain avait abandonné le front uni contre le fascisme et le militarisme et qu'il reprenait sa campagne pour la domination du monde. Le bombardement atomique du Japon par les États-Unis annonçait que l'impérialisme américain était prêt à commettre n'importe quel crime dans sa soif d'hégémonie mondiale et qu'il prenait le relais du nazisme allemand, du militarisme japonais et du fascisme italien vaincus. Le bombardement atomique a proclamé que les États-Unis intensifiaient leur prémisses originale d'État colonial, génocidaire, esclavagiste et expansionniste, une menace pour les peuples du monde et déterminé à s'emparer des ressources, des marchés, de la main-d'œuvre et du pouvoir économique et politique de la planète.

Le bombardement atomique, qui a été filmé et dont les images ont été largement diffusées, avait pour but d'inculquer aux peuples du monde l'idée que s'ils résistaient à la pression, à l'invasion et au contrôle des États-Unis, ils subiraient des pertes qui rappelleraient les crimes horribles des agresseurs fascistes de la Deuxième Guerre mondiale. Et c'est ainsi que les choses se sont passées : les États-Unis ont commencé leur carnage d'après-guerre, mais les peuples n'ont jamais cessé de résister : tout comme le peuple palestinien héroïque résiste aujourd'hui à la campagne américaine/sioniste d'expulsion et de génocide; tout comme les Coréens ont tenu bon et ont forcé les agresseurs

américains à mettre un terme à leurs agissements et les ont arrêtés au 38e parallèle; tout comme le peuple vietnamien a contraint les envahisseurs américains à fuir leur pays en 1975; tout comme les Chinois ont forcé les Japonais à abandonner leur tentative ruineuse de conquérir la Chine et ont chassé les vestiges pro-impérialistes soutenus par les États-Unis et l'Union européenne au-delà du détroit de Taïwan; tout comme les Cubains et beaucoup d'autres sont restés fermes dans leur lutte pour l'indépendance et leur résistance au contrôle impérialiste américain. Dans le monde entier, après la Deuxième Guerre mondiale, les peuples ont subi l'invasion, l'ingérence et la destruction des États-Unis à une échelle sans précédent, comme en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Yougoslavie, en Syrie et ailleurs.

L'élite dirigeante du Japon, après sa défaite et sa capitulation en 1945, a trouvé dans le vainqueur américain un allié pour le contrôle de l'après-guerre et a utilisé sa nouvelle alliance militaire pour positionner le Japon dans l'économie de guerre américaine. L'élite dirigeante a profité de l'approvisionnement des guerres d'agression américaines en Corée, au Vietnam et ailleurs, y compris la marche des États-Unis et de l'OTAN vers l'est de l'Europe pour menacer la Russie et mener la guerre actuelle pour s'emparer de l'Ukraine, conquérir la Russie et utiliser les immenses ressources de ce pays pour s'emparer de l'ensemble de l'Asie.



Manifestation contre la militarisation du Japon à l'occasion de l'anniversaire du bombardement d'Hiroshima, le 6 août 2024

Les peuples sont déterminés à mettre un terme au déchaînement mondial des États-Unis et le Japon peut jouer un rôle important. Les peuples du monde entier veulent aujourd'hui que le Japon rompe son alliance militaire avec les impérialistes américains et expulse les milliers de soldats américains et les armes de guerre qui menacent la Chine, la RPDC, l'ensemble de la péninsule coréenne et la Russie, qui borde la Chine, la Corée et le Japon. Le peuple souhaite ardemment que le Japon devienne une zone de paix avec un gouvernement antiguerre courageux qui expulse les forces d'occupation militaires américaines et devienne une nation pacifique pour la première fois depuis sa création comme État moderne en 1868, après le renversement du système économique et politique féodal.

Le premier ministre Fumio Kishida et son parti politique suscitent beaucoup de mépris parmi le peuple, mais celui-ci est pris au piège du système démocratique libéral occidental qui maintient le contrôle de l'élite dirigeante. Kishida quittera le pouvoir en septembre, mais la constitution et le système de gouvernement imposés par les États-Unis excluent le peuple du pouvoir et lui refusent

le droit de décider des questions qui le concernent, y compris celle, cruciale, de la guerre et de la paix. Les peuples du monde souhaitent ardemment que les Japonais se joignent à eux en tant qu'humanité unie dans un projet de paix, de démocratie et de liberté pour tous, dans l'égalité et le bénéfice mutuel. Les peuples se réjouiraient de voir au Japon un projet antiguerre qui commencerait par l'expulsion des occupants militaires américains et l'établissement de relations pacifiques avec leurs voisins asiatiques.



Vol des richesses de la mine de Mingomba en Zambie
L'exploitation impérialiste de l'Afrique
se poursuit sans relâche

– K.C. Adams –

Les pays africains seraient désespérément endettés auprès des prêteurs impérialistes mondiaux. Une grande partie de la nouvelle valeur produite par les travailleurs africains dans l'exploitation des ressources naturelles et dans d'autres secteurs est perdue au profit du service de la dette internationale. En outre, les propriétaires étrangers des installations de production exproprient la quasi-totalité de la valeur ajoutée restante produite par les travailleurs africains. Il ne reste plus grand-chose pour le développement de l'économie locale et nationale et pour la production des produits et services sociaux nécessaires à la mise en place d'une économie autonome et équilibrée. De même, rien n'est disponible pour investir dans les programmes sociaux nécessaires à l'amélioration de la santé, de l'éducation et du bien-être général des habitants.

Des sommes considérables sont empruntées à international pour construire les projets d'infrastructure que les sociétés impérialistes exigent pour pouvoir transporter les ressources extraites à l'étranger. D'autres sommes encore sont empruntées pour acheter des équipements militaires aux principaux producteurs impérialistes des États-Unis et d'Europe.

La mine de Mingomba

Le *Financial Times* titre : « L'entreprise en démarrage soutenue par Bill Gates et Jeff Bezos découvre un gisement de cuivre à grande échelle en Zambie ». Le terme « découvre » est un peu exagéré, car des barons du crime, dont la société canadienne Ivanhoe Mines, pillent depuis déjà longtemps des gisements de cuivre juste à côté, en République démocratique du Congo (RDC), dans la gigantesque mine de cuivre de Kamao-Kakula. Dans le même article on affirme que le gisement de cuivre qui s'étend en Zambie et qui sera exploité sous le nom de mine de Mingomba « pourrait rapporter des milliards à la Silicon Valley, fournir des minéraux pour la transition énergétique et aider les États-Unis dans leur rivalité avec la Chine ». Un porte-parole de KoBold Metals (société de Gates et Bezos) a déclaré à CNBC que la société pensait que son projet de cuivre Mingomba en Zambie « serait l'une des plus grandes mines de cuivre à haute teneur au monde ». « Un gisement de cuivre à grande échelle pourrait contribuer à la course mondiale à l'approvisionnement en matériaux essentiels à la transition énergétique. Le cuivre est très en demande en raison de son utilisation dans les énergies renouvelables et les véhicules électriques. »

KoBold estime que le gisement de Mingomba contient 247 millions de tonnes de minerai d'une teneur moyenne de 3,64 % de cuivre, rapporte Reuters. Le cartel de Bill Gates et Jeff Bezos estime que le « vaste gisement de cuivre en Zambie », qu'ils possèdent et contrôlent, « offre un coup de pouce potentiel aux efforts de l'Occident pour réduire sa dépendance à l'égard de la Chine pour les métaux essentiels à la décarbonisation de tout ce qui va des voitures aux systèmes de transmission d'énergie ».

En ce qui concerne les infrastructures, Reuters écrit, sans donner de détails, que le gouvernement américain soutient le développement du chemin de fer de Lobito, une ligne destinée à transporter les métaux dans la région, reliant la RDC et la Zambie au port de Lobito, en Angola. La Zambie est le deuxième producteur de cuivre d'Afrique après la RDC, mais les deux pays sont enlisés dans une pauvreté extrême et criblés de dettes impérialistes extérieures.

La participation de Bill Gates dans Kobold Metals passe par Breakthrough Energy, un fonds pour le climat et la technologie qu'il a fondé en 2015 avec d'autres milliardaires pour favoriser les investissements et leur contrôle dans le secteur vert en pleine expansion. Parmi les autres investisseurs dans cette aventure verte figurent Bridgewater Associates, Richard Branson du groupe Virgin, Jack Ma d'Alibaba et Jeff Bezos d'Amazon. Parmi les autres propriétaires du cartel du cuivre Kobold Metals figurent la société américaine de capital-risque Andreessen Horowitz, le géant norvégien de l'énergie Equinor et le plus grand groupe minier du monde, BHP. Le cartel KoBold, basé en Californie, a actuellement une valeur de marché de 1,15 milliard de dollars.

La propriété de la nouvelle mine zambienne suit un chemin tortueux typique à travers les marchés des investissements impérialistes. Le *Wall Street Journal* rapporte : « Dans le cadre de l'accord d'investissement, KoBold a accepté de payer 115 millions de dollars aux propriétaires de la mine de cuivre de Lubambe, dans laquelle la société de capital-investissement EMR Capital détient une participation de 80 % (et) en échange, KoBold recevra une participation majoritaire dans le gisement voisin de Mingomba (en Zambie) (et) investira 35 millions de dollars dans des travaux d'exploration sur le projet de Mingomba, qui est considéré comme le plus grand gisement de cuivre non exploité à la teneur la plus élevée au monde. » Le journal cite Owen Hegarty, président exécutif d'EMR Capital, qui déclare que KoBold détiendra 52 % des parts du projet Mingomba, tandis que les partenaires de l'entreprise, EMR Capital, en détiendront 28 %. Josh Goldman, président de KoBold Metals, a déclaré au *Financial Times* : « Nous savons maintenant que Mingomba sera l'une des grandes mines de cuivre à la teneur la plus élevée lorsqu'elle entrera en production et qu'elle ressemblera beaucoup à Kakula en termes d'échelle et de teneur. » KoBold s'attend à ce que le gisement de cuivre de Mingomba rivalise avec la production du projet voisin de Kamoia-Kakula en RDC, qui fait partie des vastes avoirs mondiaux du milliardaire américain Robert Friedland.

Il va sans dire que les manœuvres des barons impérialistes privent les Africains du contrôle et du droit de regard sur leur économie, les privent de la valeur sociale produite et du développement économique de leurs pays, et les maintiennent dans le sous-développement et la pauvreté. L'exploitation étrangère perpétue la mainmise coloniale séculaire des maraudeurs impérialistes sur le continent africain.

La lutte au Canada pour un moratoire sur le service de la dette nationale s'inscrit dans une volonté de restreindre les activités des barons voleurs mondiaux, leurs prêts d'argent et l'expropriation des produits sociaux à l'échelle mondiale. Les Canadiens ont la responsabilité sociale de jouer un rôle à retenir la main des impérialistes, à la fois ici au pays et dans leur exploitation de l'Afrique, et d'apporter une contribution à la construction d'un monde tel qu'il devrait être, libéré de l'impérialisme et de l'exploitation.

